

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.  
Eupen, le 25 avril 2022.

O. PAASCH

Le Ministre-Président,  
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances

A. ANTONIADIS

Le Vice-Ministre-Président,  
Ministre de la Santé et des Affaires sociales,  
de l'Aménagement du territoire et du Logement

I. WEYKMANS

La Ministre de la Culture et des Sports,  
de l'Emploi et des Médias

L. KLINKENBERG

La Ministre de l'Éducation,  
et de la Recherche scientifique

—————  
Note

Session 2021-2022

Documents parlementaires : 196 (2021-2022) n° 1 Projet de décret

196 (2021-2022) n° 2 Texte adopté en séance plénière

Compte rendu intégral : 25 avril 2022 - n° 42 Discussion et vote

—————  
**MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

[2022/204045]

**25 APRIL 2022. — Decreet houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010**

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:  
**Enig artikel** - Het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Eupen, 25 april 2022.

O. PAASCH

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS

De Viceminister-President,  
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS

De Minister van Cultuur en Sport,  
Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG

De Minister van Onderwijs  
en Wetenschappelijk Onderzoek

—————  
Nota

Zitting 2021-2022

Parlementaire stukken: 196 (2021-2022) Nr. 1 Ontwerp van decreet

196 (2021-2022) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 25 april 2022 - Nr. 42 Bespreking en aanneming

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2022/42045]

**25 AOUT 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'obtention et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et modifiant et abrogeant diverses dispositions en cette matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 mars 1971 concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'État, l'article 11 ;

Vu la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des bâtiments de navigation, l'article 17<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi du 22 janvier 2007 ;

Vu la loi du 21 mai 1991 relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume, les articles 2, 3, 4 et 6 ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure, destinés au transport de marchandises et de personnes ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2007 établissant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume ;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 décembre 2002 portant organisation d'un examen de matelot pour la navigation intérieure ;

Vu le rapport du 11 octobre 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 70/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 22 avril 2022 ;

Vu l'avis du pôle « Mobilité », donné le 6 mai 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 24 juin 2022, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et abrogeant les directives du Conseil 91/672/CEE et 96/50/CE est la première réglementation européenne rassemblant les exigences relatives à l'obtention et la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure ;

Considérant que ces exigences étaient auparavant dispersées dans des textes distincts, qu'il convient de rassembler dans un ensemble cohérent ;

Considérant que cette directive concerne également des compétences des Communautés et qu'à cet égard une communication a été faite le 29 juin 2021 à la Communauté française et à la Communauté germanophone ;

Considérant que cette directive produit ses effets le 17 janvier 2022, et que, dans un tel contexte, le bon fonctionnement et la continuité du service public, indispensables pour le secteur du personnel navigant, justifient une entrée en vigueur rétroactive du présent arrêté ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et des Infrastructures et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Objet, définitions et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et abrogeant les directives du Conseil 91/672/CEE et 96/50/CE, modifiée par la directive (UE) 2021/1233 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021, et la directive déléguée (UE) 2020/12 de la Commission du 2 août 2019 complétant la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'administration : la direction du Service public de Wallonie compétente pour les qualifications professionnelles en navigation intérieure ;

2<sup>o</sup> la base de données de l'Union européenne : la base de données gérée par la Commission européenne conformément à l'article 25, § 2, de la directive, aux fins de l'enregistrement et de l'échange des données relatives aux certificats de qualification et aux livrets de service conformément à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de la directive, et des données relatives aux certificats de qualification et aux livrets de service reconnus conformément à l'article 10, § 3, de la directive ;

3<sup>o</sup> la base de données européenne sur les bateaux de navigation intérieure : la base de données visée à l'article 19 de la directive 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la directive 2009/100/CE et abrogeant la directive 2006/87/CE, et gérée par la Commission européenne conformément à l'article 25, § 2, de la directive aux fins de l'enregistrement et de l'échange des données relatives aux livres de bord conformément à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de la directive ;

4<sup>o</sup> un bateau : un bateau de navigation intérieure ou un navire de mer ;

5<sup>o</sup> un bateau à passagers : un bateau construit et aménagé pour le transport de plus de douze passagers ;

6<sup>o</sup> un bâtiment : un bateau ou un engin flottant ;

7<sup>o</sup> un certificat de qualification de l'Union : un certificat délivré par une autorité compétente attestant qu'une personne respecte les exigences de la directive ;

8<sup>o</sup> un certificat d'opérateur de radiotéléphonie : un certificat national, délivré par un État membre conformément au règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des télécommunications, autorisant l'exploitation d'une station de radiotéléphonie sur un bâtiment de navigation intérieure ;

9<sup>o</sup> une compétence : la capacité avérée d'utiliser les connaissances et aptitudes requises par les normes établies aux fins de la bonne exécution des tâches nécessaires à l'exploitation des bâtiments de navigation intérieure ;

10<sup>o</sup> un conducteur : un membre d'équipage de pont qui est qualifié pour faire naviguer un bâtiment sur les voies d'eau intérieures des États membres et qui est qualifié pour exercer la pleine responsabilité à bord, y compris en ce qui concerne l'équipage, les passagers et la cargaison ;

11<sup>o</sup> la directive : la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et abrogeant les directives du Conseil 91/672/CEE et 96/50/CE ;

12° un engin flottant : une construction flottante portant des installations destinées à travailler, telles que grues, dragues, sonnettes ou élévateurs ;

13° un État membre : un État membre de l'Union européenne ;

14° un expert en matière de gaz naturel liquéfié : une personne qui est qualifiée pour intervenir dans la procédure d'avitaillement d'un bâtiment propulsé au gaz naturel liquéfié ou pour être le conducteur d'un tel bâtiment ;

15° un expert en matière de navigation avec passagers : une personne travaillant à bord du bateau qui est qualifiée pour prendre des mesures dans les situations d'urgence à bord de bateaux à passagers ;

16° un gros convoi : un convoi poussé dont le produit de la longueur totale et de la largeur totale du bâtiment poussé est égal ou supérieur à 7000 mètres carrés ;

17° la largeur : la largeur maximale de la coque en mètres, mesurée à l'extérieur du bordé, roues à aubes, bourrelet de défense ou analogues, non compris ;

18° un livre de bord : un registre officiel des trajets effectués par un bâtiment et son équipage ;

19° un livret de service : un registre personnel détaillant les antécédents professionnels d'un membre d'équipage, le temps de navigation et les trajets effectués ;

20° un livret de service actif ou un livre de bord actif : un livret de service ou un livre de bord ouvert à l'enregistrement de données ;

21° la longueur : la longueur maximale de la coque en mètres, gouvernail et beaupré non compris ;

22° les membres d'équipage de pont : les personnes qui participent à l'exploitation générale d'un bâtiment naviguant sur les voies d'eau intérieures de l'Union européenne et qui effectuent des tâches diverses telles que des tâches liées à la navigation, au contrôle de l'exploitation d'un bâtiment, à la manutention de cargaison, à l'arrimage, au transport de passagers, à la mécanique navale, à l'entretien et à la réparation, à la communication, à la santé et à la sécurité, et à la protection de l'environnement, autres que les personnes exclusivement affectées au fonctionnement des moteurs, des grues et des équipements électriques et électroniques ;

23° le Ministre : le Ministre qui a la navigation intérieure dans ses attributions ;

24° le niveau du commandement : le niveau de responsabilité consistant à travailler comme conducteur et à veiller à ce que les autres membres d'équipage de pont exécutent correctement l'ensemble des tâches inhérentes à l'exploitation d'un bâtiment ;

25° le niveau opérationnel : le niveau de responsabilité consistant à travailler comme matelot, comme maître matelot ou comme timonier et à contrôler en permanence l'accomplissement de l'ensemble des tâches relevant de son domaine de compétence conformément aux procédures appropriées et sous la direction d'une personne exerçant des fonctions au niveau du commandement ;

26° un pays tiers : tout pays qui n'est pas membre de l'Union européenne ;

27° un pousseur : un bateau spécialement construit pour assurer la propulsion d'un convoi poussé ;

28° un remorqueur : un bateau spécialement construit pour effectuer le remorquage ;

29° un risque spécifique : un danger pour la sécurité en raison de conditions de navigation particulières qui exigent de la part des conducteurs des compétences dépassant le niveau attendu d'après les normes générales de compétence relatives au niveau du commandement ;

30° le temps de navigation : le temps, mesuré en jours, passé à bord par les membres d'équipage de pont au cours d'un trajet effectué sur un bâtiment de navigation intérieure, y compris lors des activités de chargement et de déchargement nécessitant des opérations de navigation active, qui a été validé par une autorité compétente ;

31° le tirant d'eau : la distance verticale en mètres entre le point le plus bas de la coque, la quille ou d'autres appendices fixes n'étant pas pris en compte, et le plan du plus grand enfoncement du bateau ;

32° une voie d'eau intérieure : toute voie de navigation, autre que la mer, ouverte aux bâtiments visés à l'article 3 ;

33° une voie d'eau intérieure à caractère maritime : un tronçon de voie d'eau intérieure de l'Union européenne classé comme étant une voie d'eau intérieure à caractère maritime conformément à l'article 8 de la directive.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux membres d'équipage de pont, aux experts en matière de gaz naturel liquéfié et aux experts en matière de navigation avec passagers, pour les types de bâtiments suivants sur toute voie d'eau intérieure :

1° les bateaux dont la longueur est supérieure ou égale à vingt mètres ;

2° les bateaux dont le produit de la longueur, de la largeur et du tirant d'eau est égal ou supérieur à cent mètres cubes ;

3° les remorqueurs et pousseurs destinés à :

a) remorquer ou pousser les bateaux visés sous 1° et 2 ;

b) remorquer ou pousser des engins flottants ;

c) mener à couple les bateaux visés sous 1° et 2° ou des engins flottants ;

4° les bateaux à passagers ;

5° les bateaux tenus de posséder un certificat d'agrément conformément à la directive 2008/68/CEE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses ;

6° les engins flottants.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux personnes :

1° naviguant à des fins sportives ou de plaisance ;

2° intervenant dans l'exploitation de bacs qui ne se déplacent pas de façon autonome ;

3° intervenant dans l'exploitation de bâtiments utilisés par les forces armées, les services de police fédérale, locale et domaniale, les services de protection civile, les administrations fluviales, les services d'incendie et les autres services d'urgence ;

4° intervenant dans l'exploitation de navires de mer.

CHAPITRE 2. — *Certificats de qualification de l'Union*

**Art. 4.** Les membres d'équipage de pont naviguant sur les voies d'eau intérieures de l'Union européenne sont munis soit d'un certificat de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont délivré conformément à l'article 10, soit d'un certificat reconnu conformément à l'article 9, § 2 ou § 3.

Pour les membres d'équipage de pont autres que les conducteurs, le certificat de qualification de l'Union et le livret de service visé à l'article 29 sont présentés dans un document unique.

**Art. 5.** Les experts en matière de navigation avec passagers et les experts en matière de gaz naturel liquéfié sont munis d'un certificat de qualification de l'Union relatif à des opérations spécifiques délivré conformément à l'article 10, ou d'un certificat reconnu conformément à l'article 9, § 2 ou § 3.

**Art. 6.** Les conducteurs sont munis d'autorisations spécifiques délivrées conformément à l'article 12 lorsqu'ils :

- 1° naviguent sur des voies d'eau classées comme voies d'eau intérieures à caractère maritime ;
- 2° naviguent sur des voies d'eau qui ont été recensées comme des tronçons de voies d'eau intérieures présentant des risques spécifiques ;
- 3° naviguent au radar ;
- 4° conduisent des bâtiments fonctionnant au gaz naturel liquéfié ;
- 5° conduisent de gros convois.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le Ministre peut exempter les personnes visées aux articles 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 5 et 6 qui opèrent exclusivement sur des voies d'eau intérieures situées sur le territoire de la Région wallonne et non reliées au réseau navigable d'un autre État membre des obligations énoncées aux articles 4 à 6, à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, et à l'article 31.

Le cas échéant, le ministre publie la liste des voies d'eau pour lesquelles les exemptions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont prévues, et les conditions dans lesquelles ces exemptions sont accordées. A cette fin, les données traitées sont celles visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, celles relatives à l'identification du bateau et celles relatives à la nature de l'activité.

§ 2. Lorsque des exemptions sont accordées conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'administration peut délivrer des certificats de qualification aux personnes visées audit paragraphe, à des conditions qui diffèrent des conditions générales prévues dans le présent arrêté, pour autant que ces certificats garantissent un niveau approprié de sécurité. La reconnaissance de ces certificats dans d'autres États membres est régie conformément à la loi du 12 février 2008 instaurant un nouveau cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles CE.

**Art. 8.** Lorsque cela s'avère nécessaire pour assurer la sécurité de la navigation, le ministre peut recenser des tronçons de voies d'eau intérieures présentant des risques spécifiques lorsque ces risques résultent de l'une ou plusieurs des circonstances suivantes :

- 1° des modifications fréquentes des structures des flux et de leur vitesse ;
- 2° les caractéristiques hydromorphologiques de la voie d'eau intérieure et l'absence, sur la voie d'eau intérieure, de services d'information sur les chenaux adéquats ou de graphiques appropriés ;
- 3° l'existence d'une réglementation spécifique du trafic local justifiée par des caractéristiques hydromorphologiques de la voie d'eau intérieure ;
- 4° une fréquence élevée d'accidents sur un tronçon particulier de la voie d'eau intérieure, attribuée à l'absence d'une compétence qui n'est pas couverte par les normes visées à l'article 16.

Lorsqu'il l'estime nécessaire pour assurer la sécurité, le ministre consulte la commission fluviale européenne compétente lors de la procédure de recensement des tronçons visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Les certificats de qualification de l'Union visés aux articles 4 et 5, ainsi que les livrets de service et les livres de bord visés aux articles 29 à 31 qui ont été délivrés par les autorités compétentes d'une autre Région ou d'un autre État membre conformément à la directive, sont valables sur l'ensemble des voies d'eau intérieures de la Région wallonne.

§ 2. Tout certificat de qualification, livret de service ou livre de bord délivré conformément au règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin, qui prévoit des exigences identiques à celles énoncées par la directive, est valable sur l'ensemble des voies d'eau intérieures de la Région wallonne.

Les certificats, livrets de service et livres de bord visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui ont été délivrés par un pays tiers sont valables sur l'ensemble des voies d'eau intérieures de la Région wallonne, à condition que ledit pays tiers reconnaisse dans sa juridiction les documents de l'Union européenne délivrés conformément à la directive.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 2, tout certificat de qualification, livret de service ou livre de bord délivré conformément aux règles nationales d'un pays tiers prévoyant des exigences identiques à celles énoncées par la directive, y compris celles prévues à l'article 59, §§ 1<sup>er</sup> et 3, est valable sur l'ensemble des voies d'eau intérieures de la Région wallonne, si la Commission européenne l'a reconnu par un acte d'exécution conformément à l'article 10, §§ 4 et 5, de la directive.

CHAPITRE 3. — *Certification des qualifications professionnelles*

*Section 1<sup>ère</sup>.* — Procédure de délivrance des certificats de qualification de l'Union et des autorisations spécifiques

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Les demandeurs de certificats de qualification de l'Union visés aux articles 4 et 5 introduisent leur demande auprès de l'administration et présentent les documents suivants :

- 1° les documents attestant de leur identité ;
- 2° les documents attestant qu'ils satisfont aux exigences minimales définies à l'annexe 1<sup>re</sup> en matière d'âge, de compétence, de conformité administrative et de temps de navigation qui correspondent à la qualification qu'ils ont sollicitée ;
- 3° le cas échéant, les documents attestant qu'ils satisfont aux normes d'aptitude médicale conformément à l'article 32.

§ 2. L'administration délivre des certificats de qualification de l'Union après avoir vérifié l'authenticité et la validité des documents fournis par les demandeurs et après avoir vérifié qu'un tel certificat, en cours de validité, ne leur a pas déjà été délivré.

§ 3. Les certificats de qualification de l'Union sont délivrés sur la base des modèles figurant aux annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2020/182 de la Commission du 14 janvier 2020 sur les modèles relatifs aux qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure.

**Art. 11.** La validité du certificat de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont expire à la date de la visite médicale suivante requise en vertu de l'article 33.

Sans préjudice du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les certificats de qualification de l'Union en tant que conducteur sont valables pour une durée maximale de treize ans.

Les certificats de qualification de l'Union relatifs à des opérations spécifiques sont valables pour une durée maximale de cinq ans.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les demandeurs d'autorisations spécifiques visées à l'article 6 introduisent leur demande auprès de l'administration et présentent les documents suivants :

1° les documents attestant de leur identité ;

2° les documents attestant qu'ils satisfont aux exigences minimales définies à l'annexe 1<sup>re</sup> en matière d'âge, de compétence, de conformité administrative et de temps de navigation pour l'autorisation spécifique qu'ils ont sollicitée ;

3° les documents attestant qu'ils sont titulaires d'un certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ou d'un certificat reconnu conformément à l'article 9, §§ 2 et 3, ou qu'ils respectent les exigences minimales, applicables aux certificats de qualification de l'Union en tant que conducteur, prévues par la directive.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsqu'ils introduisent une demande auprès de l'administration en vue d'obtenir des autorisations spécifiques concernant la navigation sur des tronçons de voies d'eau intérieures présentant des risques spécifiques visées à l'article 6, 2°, les demandeurs présentent les documents suivants :

1° les documents attestant de leur identité ;

2° les documents suivants :

a) en ce qui concerne les voies d'eau intérieures situées sur le territoire de la Région wallonne, les documents attestant qu'ils satisfont aux exigences établies conformément à l'article 27 concernant la compétence relative aux risques spécifiques sur le tronçon spécifique de voie d'eau intérieure pour lequel l'autorisation est requise ;

b) en ce qui concerne les voies d'eau intérieures situées sur le territoire d'une autre Région ou d'un autre État membre, les documents attestant qu'ils satisfont aux exigences établies conformément à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, concernant la compétence relative aux risques spécifiques sur le tronçon spécifique de voie d'eau intérieure pour lequel l'autorisation est requise ;

3° les documents attestant qu'ils sont titulaires d'un certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ou d'un certificat reconnu conformément à l'article 9, § 2 et § 3, ou qu'ils respectent les exigences minimales, applicables aux certificats de qualification de l'Union en tant que conducteur, prévues par la directive.

§ 3. L'administration délivre les autorisations spécifiques visées aux paragraphes 1 et 2 après avoir vérifié l'authenticité et la validité des documents fournis par le demandeur.

§ 4. L'administration indique expressément, dans le certificat de qualification du demandeur, toute autorisation spécifique délivrée en vertu de l'article 6, conformément au modèle visé à l'article 10, § 3.

La durée de cette autorisation spécifique prend fin à l'expiration de la durée de validité du certificat de qualification de l'Union.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 4, l'autorisation spécifique visée à l'article 6, 4°, est délivrée sous la forme d'un certificat de qualification de l'Union en tant qu'expert en matière de gaz naturel liquéfié, conformément au modèle visé à l'article 10, § 3, dont la durée de validité est déterminée conformément à l'article 11, alinéa 3.

#### Section 2. — Renouvellement, suspension et retrait des certificats de qualification de l'Union et des autorisations spécifiques

**Art. 13.** À l'expiration d'un certificat de qualification de l'Union, l'administration renouvelle, sur demande, le certificat et les autorisations spécifiques qui y figurent, à condition que :

1° pour les certificats de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont et les autorisations spécifiques autres que celles visées à l'article 6, 4°, les pièces justificatives satisfaisantes visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, aient été soumises ;

2° pour les certificats de qualification de l'Union relatifs à des opérations spécifiques, les pièces justificatives satisfaisantes visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, aient été soumises.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'administration et les personnes visées à l'article 43 peuvent suspendre temporairement un certificat de qualification de l'Union délivré par l'administration ou par les autorités compétentes d'une autre Région ou d'un autre État membre, dès lors que cette suspension est nécessaire pour des raisons de sécurité ou d'ordre public.

Lorsqu'elle suspend temporairement un certificat de qualification de l'Union délivré par les autorités compétentes d'une autre Région ou d'un autre État membre, l'administration demande à l'autorité de délivrance d'envisager la suspension dudit certificat de qualification, et informe la Commission européenne de sa demande.

§ 2. Lorsqu'une autre Région ou un autre État membre demande que soit envisagée la suspension d'un certificat de qualification délivré par l'administration parce qu'il détermine que ledit certificat de qualification ne satisfait pas aux conditions fixées dans la directive, ou lorsque des raisons de sécurité ou d'ordre public le justifient, l'administration examine cette demande et notifie sa décision à l'autorité requérante.

§ 3. Lorsque des éléments laissent à penser que les exigences relatives aux certificats de qualification ou aux autorisations spécifiques délivrés par l'administration ne sont plus satisfaites, l'administration effectue toutes les évaluations nécessaires et retire ces certificats ou ces autorisations spécifiques.

§ 4. Les suspensions et les retraits sont immédiatement consignés dans la base de données de l'Union.

CHAPITRE 4. — *Évaluation des compétences, temps de navigation et aptitude médicale**Section 1<sup>ère</sup>. — Compétences*

**Art. 15.** Les personnes visées aux articles 4, 5 et 6 disposent des compétences nécessaires à l'exploitation en toute sécurité d'un bâtiment, telles qu'énoncées aux annexes 2 et 3.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'évaluation de la compétence relative aux risques spécifiques visés à l'article 6, 2<sup>o</sup>, est effectuée conformément aux articles 27 et 28.

**Art. 16.** Les personnes qui sollicitent les documents visés aux articles 4, 5 et 6 démontrent qu'elles satisfont aux normes de compétence requises, telles que définies aux annexes 2 et 3, en réussissant un examen qui est organisé, soit :

- 1<sup>o</sup> sous la responsabilité de la Commission d'examen conformément aux articles 17 et 22 ;
- 2<sup>o</sup> sous la responsabilité de l'administration conformément à l'article 21 ;
- 3<sup>o</sup> sous la responsabilité de l'autorité compétente d'une autre Région ou d'un autre État membre ;
- 4<sup>o</sup> dans le cadre d'un programme de formation approuvé conformément à l'article 26.

*Section 2. — Commission d'examens*

**Art. 17.** Il est institué une Commission d'examen chargée de procéder à l'organisation des examens pratiques visés à l'article 22 en vue de l'obtention des documents visés aux articles 4, 5 et 6.

La Commission d'examen est responsable du fait que les questions d'examens pratiques, visés à l'article 22, et les questions d'examens théoriques, visés à l'article 21, sont mises à jour et permettent d'évaluer les compétences visées à l'article 15.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La Commission d'examen est composée de sept membres effectifs, désignés en raison de leur compétence, parmi lesquels un président, agent du Service public de Wallonie, et six examinateurs qualifiés pour évaluer les compétences ainsi que les connaissances et aptitudes correspondantes visées à l'article 15.

Un membre suppléant au moins est désigné pour chacun des membres effectifs.

Le Ministre nomme les membres effectifs et les membres suppléants pour une durée de trois ans.

Leur mandat est renouvelable.

§ 2. Les membres de la Commission d'examen qui ne sont pas agents du Service public de Wallonie ont droit à un jeton de présence de 200 euros par journée de réunion ou d'examen d'une durée minimale de trois heures. Pour les réunions ou les examens de moins de trois heures, le montant du jeton de présence est réduit de moitié. Les jetons de présence couvrent les travaux ayant trait aux missions visées à l'article 17.

§ 3. Le Ministre peut adapter le montant du jeton de présence à l'indice des prix à la consommation selon la formule suivante : le montant de base tel que fixé au paragraphe 2 multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ.

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède le mois au cours duquel le ministre a décidé d'adapter le montant du jeton de présence conformément à l'alinéa précédent. L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois qui précède la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Le résultat obtenu est arrondi à l'euro supérieur.

Les tarifs adaptés s'appliquent le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel ils ont été publiés au *Moniteur belge*.

§ 4. Les membres de la Commission d'examen ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour conformément aux dispositions applicables au personnel des services du Gouvernement wallon.

§ 5. L'administration assure le secrétariat de la Commission d'examen.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La Commission d'examen arrête son règlement d'ordre intérieur à la majorité des voix des membres effectifs ou de leurs suppléants.

§ 2. Les délibérations de la Commission d'examen sont secrètes.

Les décisions de la Commission d'examen sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les décisions sont consignées dans un procès-verbal. Après clôture du procès-verbal, chaque candidat est informé de sa réussite ou de son échec à l'examen.

**Art. 20.** Les examinateurs visés à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, ont l'obligation de déclarer toute situation de conflit d'intérêts, et sont remplacés par un suppléant désigné par la Commission d'examen.

*Section 3. — Examens*

**Art. 21.** La démonstration du respect des normes de compétence, visées aux annexes 2 et 3, comporte un ou plusieurs examens théoriques organisés par l'administration.

La supervision des examens visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est confiée à des superviseurs agents de l'administration.

Les superviseurs visés à l'alinéa 2 déclarent toute situation de conflit d'intérêts, et sont remplacés par d'autres agents de l'administration.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. La démonstration du respect des normes de compétence, visées aux annexes 2 et 3, comporte un examen pratique en vue d'obtenir :

- 1<sup>o</sup> un certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ;
- 2<sup>o</sup> une autorisation spécifique pour la navigation au radar ;
- 3<sup>o</sup> un certificat de qualification de l'Union en tant qu'expert en matière de navigation avec passagers.

Les examens pratiques visant à obtenir les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> se déroulent à bord d'un bâtiment ou sur un simulateur agréé conformément à l'article 25. Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les épreuves pratiques peuvent se dérouler à bord d'un bâtiment ou sur une installation à terre appropriée.

§ 2. La démonstration du respect des normes de compétence peut comporter un examen pratique en vue d'obtenir un certificat de qualification de l'Union en tant que matelot.

Les examens pratiques visant à obtenir le document visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> se déroulent à bord d'un bâtiment ou sur un simulateur agréé conformément à l'article 25.

§ 3. Les examens pratiques visés aux paragraphes 1 et 2 sont conformes aux normes relatives aux épreuves pratiques fixées à l'annexe 4.

**Art. 23.** La participation à un examen est subordonnée à l'introduction d'une demande d'obtention d'un des documents visés aux articles 4, 5 et 6, et au paiement de la rétribution due conformément aux dispositions de l'article 35.

Les demandes sont introduites par voie électronique selon la procédure décrite sur le site internet du Service public de Wallonie.

#### Section 4. — Simulateurs

**Art. 24.** L'administration délivre un certificat d'examen pratique aux candidats qui ont satisfait à l'épreuve pratique visée à l'article 22 lorsque cette épreuve s'est déroulée sur un simulateur agréé conformément à l'article 25 et que le candidat a demandé un tel certificat.

Le certificat d'examen pratique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est délivré conformément au modèle figurant à l'annexe III du règlement d'exécution (UE) 2020/182 de la Commission du 14 janvier 2020 sur les modèles relatifs aux qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure.

Le certificat d'examen pratique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> qui est délivré par les autorités compétentes d'une autre Région ou d'un autre État membre est reconnu sans exigences ni évaluations supplémentaires.

**Art. 25.** Le ministre agréé les simulateurs utilisés pour évaluer les compétences. Cet agrément est délivré sur demande, auprès de l'administration, lorsqu'il est démontré que le simulateur satisfait aux normes applicables aux simulateurs visées à l'alinéa 2. L'agrément précise quelle évaluation de compétences spécifique est autorisée en fonction du simulateur.

La demande d'agrément d'un simulateur contient les documents attestant que le simulateur satisfait pleinement aux exigences fonctionnelles et techniques minimales visées à l'annexe 5. À cette fin, les demandeurs font appel, à leurs frais, à des experts indépendants, reconnus par le ministre, qui vérifient et documentent le respect de chaque exigence.

Les demandeurs s'assurent que l'accès aux simulateurs à des fins d'évaluation est non discriminatoire.

Les simulateurs ayant fait l'objet d'un agrément de la part des autorités compétentes d'une autre Région ou d'un autre État membre, conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la directive, sont reconnus sans exigence ni évaluation technique supplémentaire.

Les agréments des simulateurs délivrés conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont révoqués ou suspendus par le ministre lorsque ces simulateurs ne satisfont plus aux normes visées à l'alinéa 2.

#### Section 5. — Programmes de formation

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre qui a l'Emploi et la Formation dans ses attributions approuve les programmes de formation pour les personnes visées aux articles 4, 5 et 6, conduisant à l'obtention de diplômes ou de certificats attestant le respect des normes de compétences visées à l'article 15.

§ 2. Le Ministre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> veille à ce que l'évaluation et l'assurance de la qualité des programmes de formation soient garanties par l'application d'une norme de qualité nationale ou internationale conformément à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, et par l'application d'un système d'évaluation conformément à l'article 41.

§ 3. Le Ministre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> approuve les programmes de formation uniquement si, cumulativement :

1° les programmes sont conformes aux profils définis par le Service francophone des Métiers et Qualifications, institué par le décret du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé « SFMQ » ; et approuvés par le Gouvernement wallon, lorsqu'ils existent ;

2° les objectifs de la formation, le contenu pédagogique, les méthodes, les moyens d'exécution, les procédures, y compris l'utilisation de simulateurs et le matériel didactique sont correctement documentés et permettent aux demandeurs d'atteindre les normes de compétences visées à l'article 15 ;

3° les programmes d'évaluation des compétences utiles sont menés par des personnes qualifiées ayant une connaissance approfondie du programme de formation ;

4° un examen visant à contrôler le respect des normes de compétence visées à l'article 15 est effectué par des examinateurs qualifiés indépendants, qui ne se trouvent pas dans des situations de conflits d'intérêts.

§ 4. Le Ministre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> révoque ou suspend l'approbation qu'il a donnée à des programmes de formation qui ne sont plus conformes au paragraphe 3.

§ 5. Les diplômes et certificats délivrés à l'issue des programmes de formation approuvés par une autre Région ou par un autre État membre conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, de la directive sont reconnus sans exigences ni évaluations supplémentaires.

#### Section 6. — Compétence supplémentaire concernant les voies d'eau intérieures présentant des risques spécifiques

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre précise la compétence supplémentaire que les conducteurs possèdent pour naviguer sur des tronçons de voies d'eau intérieures présentant des risques spécifiques en Région wallonne au sens de l'article 8, ainsi que les moyens nécessaires pour attester le respect de ces exigences.

Lorsque cela est nécessaire aux fins de garantir la sécurité, le ministre consulte la commission fluviale européenne compétente au cours du processus de détermination de ces compétences.

§ 2. Compte tenu des compétences requises pour naviguer sur le tronçon de la voie d'eau intérieure présentant des risques spécifiques, les moyens nécessaires pour prouver que ces exigences sont respectées peuvent consister en, soit :

1° la réalisation d'un petit nombre de trajets sur le tronçon concerné ;

2° une épreuve sur simulateur ;

- 3° une épreuve à choix multiple ;
- 4° une épreuve orale ;
- 5° une combinaison des moyens mentionnés sous 1° à 4°.

Pour l'application du présent paragraphe, le ministre utilise des critères objectifs, transparents, non-discriminatoires et proportionnés.

§ 3. Le ministre veille à la mise en place de procédures permettant d'évaluer la compétence des demandeurs en matière de risques spécifiques, et à ce que des outils soient rendus accessibles au public en vue de faciliter l'acquisition, par les conducteurs, de la compétence requise en matière de risques spécifiques.

**Art. 28.** L'administration ou la Commission d'examen peut réaliser une évaluation de la compétence des demandeurs relative aux risques spécifiques pour des tronçons de voies d'eau intérieures situés dans une autre Région ou dans un autre État membre, sur la base des exigences fixées pour ce tronçon de voie d'eau intérieure conformément à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la directive, à condition que l'autre Région ou l'État membre dans lequel se trouve le tronçon de voie d'eau intérieure donne son consentement et que l'administration ou la Commission d'examen dispose des moyens nécessaires pour procéder à une telle évaluation.

Le Ministre peut, après avoir analysé la demande d'une autre Région ou d'un autre État membre, fournir les moyens nécessaires pour procéder à l'évaluation des compétences requises visées à l'article 27 lorsque ceux-ci en font la demande. Le Ministre justifie tout refus de donner son consentement par des motifs objectifs et proportionnés.

#### Section 7. — Livrets de service, livres de bord et temps de navigation

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Les conducteurs consignent le temps de navigation visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 2°, et les trajets effectués visés à l'article 27 dans un livret de service tel qu'il est visé à l'article 31 ou dans un livret de service reconnu en vertu de l'article 9, § 2 ou § 3.

L'obligation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique à l'égard des personnes visées à l'article 7 uniquement si un titulaire de livret de service demande que ces informations soient consignées.

§ 2. Si un membre de l'équipage le demande, l'administration, après avoir vérifié l'authenticité et la validité des pièces justificatives nécessaires, valide dans le livret de service les données concernant le temps de navigation et les trajets effectués jusqu'à quinze mois avant la demande.

Lorsque des outils électroniques sont mis en place, des livrets de service électroniques et des livres de bord électroniques, comportant des procédures appropriées pour préserver l'authenticité des documents, les données correspondantes peuvent être validées sans procédures supplémentaires.

Le temps de navigation qui a été effectué sur toute voie d'eau intérieure des États membres est pris en compte. Lorsque des voies d'eau intérieures ne sont pas intégralement situées sur le territoire de l'Union européenne, le temps de navigation est calculé en tenant compte des sections situées à l'extérieur du territoire de l'Union européenne.

§ 3. Les trajets des bâtiments visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, sont consignés dans le livre de bord visé à l'article 31 ou dans un livre de bord reconnu en vertu de l'article 9, § 2 ou § 3.

**Art. 30.** L'administration délivre les livrets de service et les livres de bord selon les modèles figurant aux annexes II, IV et V du règlement d'exécution (UE) 2020/182 de la Commission du 14 janvier 2020 sur les modèles relatifs aux qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure.

**Art. 31.** Les membres d'équipage possèdent un livret de service actif unique, et les bâtiments sont dotés d'un livre de bord actif unique.

#### Section 8. — Aptitude médicale

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. L'aptitude médicale, qui recouvre l'aptitude physique et l'aptitude psychologique, signifie que la personne travaillant à bord d'un bâtiment est indemne de toute affection et de tout handicap la rendant incapable, temporairement ou de façon permanente, soit :

- 1° d'exécuter les tâches nécessaires à l'exploitation d'un bâtiment ;
- 2° d'exécuter les tâches assignées à tout moment ;
- 3° de percevoir correctement son environnement.

Les membres d'équipage de pont qui demandent un certificat de qualification de l'Union démontrent leur aptitude médicale en présentant un certificat médical valable, dont le modèle figure à l'annexe 7 et est publié sur le site internet du Service public de Wallonie, délivré par un médecin reconnu par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité - INAMI - ou par un médecin reconnu par les autorités compétentes d'une autre Région ou d'autre État membre. Aux fins d'identification du demandeur, le certificat médical mentionne son numéro de Registre national tel que visé par la loi du 8 août 1983 établissant un registre national des personnes physiques, ou, à défaut, son numéro de passeport.

§ 2. Les certificats médicaux sont délivrés sur la base d'un examen confirmant l'aptitude médicale telle que visée à l'annexe 6.

L'examen médical porte sur l'acuité visuelle et auditive, sur les fonctions motrices, sur l'état neuropsychologique et sur la situation cardiovasculaire.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les demandeurs présentent un certificat médical à l'administration lorsqu'ils demandent :

- 1° leur premier certificat de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont ;
- 2° leur certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ;
- 3° le renouvellement de leur certificat de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont conformément à l'article 13 ou lorsque les conditions visées au paragraphe 2 du présent article sont remplies.

Les certificats médicaux délivrés en vue de l'obtention d'un certificat de qualification de l'Union ne pas établis plus de trois mois avant la date de la demande de certificat de qualification de l'Union.

§ 2. À partir de 60 ans, le titulaire d'un certificat de qualification de l'Union en tant que membre d'équipage de pont démontre son aptitude médicale conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> au moins tous les cinq ans. À partir de 70 ans, le titulaire démontre son aptitude médicale conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> tous les deux ans.



**Art. 34.** Un membre d'équipage de pont peut être tenu de démontrer son aptitude médicale par son employeur, par le conducteur du bâtiment ou par l'administration lorsque des éléments objectifs indiquent que ledit membre d'équipage de pont ne respecte plus les exigences relatives à l'aptitude médicale visée à l'annexe 6.

Lorsque l'aptitude médicale n'est pas pleinement démontrée par le demandeur, l'administration peut imposer des mesures d'atténuation ou des restrictions assurant une sécurité de navigation équivalente. Dans ce cas, ces mesures d'atténuation et de restrictions en lien avec l'aptitude médicale sont mentionnées dans le certificat de qualification de l'Union.

#### CHAPITRE 5. — Rétributions et voies de recours

##### Section 1<sup>ère</sup>. — Rétributions

**Art. 35.** Donnent lieu au paiement des rétributions dont le montant est arrêté par le ministre :

- 1° l'inscription et le renouvellement d'une inscription d'une qualification professionnelle en tant que membre d'équipage de pont dans le document visé à l'article 4, alinéa 2 ;
- 2° la délivrance et le renouvellement d'un certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ;
- 3° la délivrance et le renouvellement d'un certificat de qualification de l'Union relatif à des opérations spécifiques ;
- 4° l'inscription et le renouvellement d'une inscription d'une autorisation spécifique sur le certificat de qualification de l'Union en tant que conducteur ;
- 5° l'achat, auprès de l'administration, d'un livret de service ;
- 6° l'achat, auprès de l'administration, d'un livre de bord ;
- 7° la délivrance d'un livret de service visé à l'article 29, § 1<sup>er</sup> ;
- 8° la délivrance d'un livre de bord visé à l'article 29, § 3 ;
- 9° le remplacement des documents visés aux 1° à 6° ;
- 10° la validation des temps de navigation et des trajets visés à l'article 29, § 2 ;
- 11° l'inscription à un examen visé aux articles 21 et 22 ;
- 12° l'agrément d'un simulateur visé à l'article 25.

##### Section 2. — Voies de recours

**Art. 36.** Le demandeur dispose d'un délai de soixante jours suivant la notification de la décision pour introduire un recours contre cette décision, par envoi recommandé adressée au Comité de recours visé à l'article 37.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué un Comité de recours chargé de recevoir les recours contre :

1° les décisions de l'administration concernant la délivrance, le renouvellement et le retrait des certificats de l'Union et des autorisations spécifiques, visés aux articles 10 à 13, et celles concernant la validation du temps de navigation, visée à l'article 29 ;

2° les décisions concernant la suspension des certificats de l'Union et des autorisations spécifiques, visée à l'article 14.

§ 2. Le Comité de recours est composé de trois membres effectifs, parmi lesquels un président, agent du Service public de Wallonie, et deux délégués agents du Service public de Wallonie.

Un membre suppléant au moins est désigné pour chacun des membres effectifs.

§ 3. Le Ministre nomme les membres effectifs et les membres suppléants pour une durée de trois ans. Leur mandat est renouvelable.

§ 4. L'administration assure le secrétariat du Comité de recours.

§ 5. Le Comité de recours arrête son règlement d'ordre intérieur et fixe les modalités de son fonctionnement.

§ 6. Les délibérations du Comité de recours sont secrètes.

Les décisions du Comité de recours sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les décisions sont consignées dans un procès-verbal. Après clôture du procès-verbal, le demandeur qui a introduit un recours est informé de la décision du Comité de recours.

#### CHAPITRE 6. — Dispositions administratives

##### Section 1<sup>ère</sup>. — Données à caractère personnel

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les données à caractère personnel sont uniquement traitées aux seules fins de :

- 1° la mise en œuvre, le contrôle de l'application et l'évaluation du présent arrêté et de la directive ;
- 2° l'échange d'informations entre les autorités ayant accès à la base de données de l'Union européenne et à la base de données européenne sur les bateaux de navigation intérieure et la Commission européenne ;
- 3° la production de statistiques.

Des informations anonymisées provenant de ces données peuvent être utilisées pour soutenir les politiques visant à promouvoir le transport par voies d'eau intérieures.

§ 2. L'administration est le responsable du traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Sans préjudice de l'article 39, § 3, les données à caractère personnel qui ne sont pas enregistrées dans les registres visés à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, sont conservées pour une durée maximale de treize ans.

##### Section 2. — Registres et bases de données

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. L'administration tient un registre pour les certificats de qualification de l'Union, livrets de service et livres de bord délivrés sous son autorité et pour les documents reconnus en vertu de l'article 9, § 2, qui ont été délivrés, renouvelés, suspendus ou retirés, qui ont été déclarés perdus, volés ou détruits, ou qui ont expiré.

Pour les certificats de qualification de l'Union, le registre contient les données figurant sur lesdits certificats et indique l'autorité de délivrance.

Pour les livrets de service, le registre contient le nom du titulaire et son numéro d'identification, le numéro d'identification du livret de service, la date de délivrance et l'autorité de délivrance.

Pour les livres de bord, le registre contient le nom du bâtiment, le numéro européen d'identification ou le numéro européen unique d'identification des bateaux - numéro ENI -, le numéro d'identification du livre de bord, la date de délivrance et l'autorité de délivrance.

§ 2. Les données relatives aux certificats de qualification, aux livrets de service et aux livres de bord visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont consignées de manière fiable et sans retard dans la base de données de l'Union et dans la base de données européenne sur les bateaux de navigation intérieure, conformément au règlement délégué (UE) 2020/473 de la Commission du 20 janvier 2020 complétant la directive (UE) 2017/2397 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes applicables aux bases de données relatives aux certificats de qualification de l'Union, aux livrets de service et aux livres de bord.

§ 3. Toutes les données à caractère personnel introduites dans les registres visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont conservées pour une durée maximale de nonante ans.

Par exception au premier alinéa, les données relatives à l'aptitude médicale sont conservées jusqu'à la fin de validité du certificat de qualification en application de l'article 11.

Les données à caractère personnel qui ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées sont détruites.

### Section 3. — Normes de qualité et évaluation

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Toutes les activités liées aux évaluations de compétences ainsi qu'à la délivrance et à la mise à jour des certificats de qualification de l'Union, des livrets de service et des livres de bord font l'objet d'un suivi continu dans le cadre d'un système de normes de qualité.

§ 2. Le Ministre et le Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions veillent, chacun en ce qui le concerne, à ce que les objectifs de formation et les normes de compétence à atteindre soient clairement définis, et à ce que les niveaux de connaissances et aptitudes à atteindre et à examiner soient clairement identifiés.

§ 3. Compte tenu des politiques, des systèmes, des contrôles et des examens internes d'assurance qualité établis pour assurer la réalisation des objectifs définis, le champ d'application des normes de qualité couvre cumulativement :

1° la délivrance, le renouvellement, la suspension et le retrait des certificats de qualification de l'Union, des livrets de service et des livres de bord ;

2° tous les cours et programmes de formation ;

3° les examens et évaluations effectués ;

4° les qualifications et l'expérience que possèdent les formateurs et les examinateurs.

**Art. 41.** Le Ministre et le Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions font évaluer, chacun en ce qui le concerne, par un ou plusieurs organismes indépendants les activités liées à l'acquisition et l'évaluation des compétences, ainsi qu'à l'administration des certificats de qualification de l'Union, des livrets de service et des livres de bord, au plus tard le 17 janvier 2037, et au moins tous les dix ans par la suite.

Le Ministre et le Ministre qui a l'emploi et la formation dans ses attributions veillent, chacun en ce qui le concerne, à ce que les résultats des évaluations effectuées par ces organismes indépendants soient dûment étayés et portés à l'attention des autorités compétentes concernées. Si nécessaire, les ministres susmentionnés prennent les mesures appropriées en vue de remédier à toute carence détectée par l'évaluation indépendante.

### Section 4. — Prévention de la fraude et d'autres pratiques illégales

**Art. 42.** L'administration prend les mesures appropriées pour prévenir la fraude et d'autres pratiques illégales concernant les certificats de qualification de l'Union, les livrets de service, les livres de bord, les certificats médicaux et les registres.

L'administration échange des informations pertinentes avec les autorités compétentes des autres États membres et des autres Régions concernant la certification des personnes intervenant dans l'exploitation d'un bâtiment, y compris les informations relatives à la suspension et au retrait des certificats.

### Section 5. — Sanctions

**Art. 43.** Sans préjudice des pouvoirs de la police fédérale et de la police locale, les policiers domaniaux visés à l'article 6 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques recherchent et constatent les infractions au présent arrêté.

Les infractions au présent arrêté sont punissables des amendes visées à l'article 5bis du même décret.

### CHAPITRE 7. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Section 1<sup>ère</sup>. — Modifications à l'arrêté royal du 9 mars 2007 portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume

**Art. 44.** L'article 7 de l'arrêté royal du 9 mars 2007 portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume est abrogé.

**Art. 45.** L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les qualifications pour les membres de l'équipage sont celles obtenues conformément, soit :

1° à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2022 relatif à l'obtention et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et modifiant et abrogeant diverses dispositions en cette matière ;

2° au Règlement Personnel de la Navigation. ».

**Art. 46.** L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. L'aptitude médicale ressort d'un certificat médical délivré conformément, soit :

1° à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2022 relatif à l'obtention et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et modifiant et abrogeant diverses dispositions en cette matière ;

2° au Règlement Personnel de la Navigation. ».

**Art. 47.** À l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 novembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Tout membre d'équipage possède un livret de service personnel délivré conformément :

1° à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 août 2022 relatif à l'obtention et à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure et modifiant et abrogeant diverses dispositions en cette matière ;

2° au Règlement Personnel de la Navigation. » ;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La preuve de la qualification pour l'exercice d'une fonction à bord peut être fournie à tout moment :

1° par le conducteur, à l'aide d'un certificat de conduite délivré conformément à l'article 7 ;

2° par les autres membres d'équipage, à l'aide du livret de service ou d'un document délivré conformément à l'article 7. ».

**Art. 48.** L'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. A bord de chaque bateau, à l'exception des remorqueurs de port, des barges sans équipage et des bateaux de promenade urbaine, un livre de bord conforme au modèle de l'annexe A1 du Règlement Personnel de la Navigation ou au modèle figurant à l'annexe V du règlement d'exécution (UE) 2020/182 de la Commission du 14 janvier 2020 sur les modèles relatifs aux qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure se trouve dans la timonerie. Ce livre de bord est tenu conformément aux instructions mentionnées dans celui-ci. ».

*Section 2. — Modifications à l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure*

**Art. 49.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 mars 2007 portant organisation des examens et fixation des rétributions pour les attestations de qualification en navigation rhénane et intérieure, remplacé par l'arrêté royal du 21 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Il est institué une Commission centrale d'examen, dénommée ci-après la Commission, chargée de procéder à l'organisation des examens en vue de l'obtention des attestations de qualification en navigation rhénane suivantes :

1° la patente du Rhin ;

2° l'attestation ADN base, chimie ou gaz ;

3° la patente radar ;

4° l'attestation de connaissance de secteurs du Rhin ;

5° l'extension de la patente du Rhin. ».

**Art. 50.** À l'article 2 du même arrêté, les mots « le Ministre qui a le transport dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions ».

**Art. 51.** À l'article 3, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2012, les mots « des services publics fédéraux » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie », et les mots « de la classe A3 » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie ».

**Art. 52.** À l'article 4 du même arrêté, les mots « la Direction générale du Transport terrestre » sont remplacés par les mots « la direction du Service public de Wallonie compétente pour les qualifications professionnelles en navigation intérieure ».

**Art. 53.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur à la majorité des voix des membres effectifs ou de leurs suppléants. ».

**Art. 54.** L'article 8 du même arrêté est abrogé.

**Art. 55.** L'article 9 du même arrêté est abrogé.

**Art. 56.** À l'article 10 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les demandes sont introduites auprès de l'administration par voie électronique selon la procédure décrite sur le site internet du Service public de Wallonie. ».

*Section 3. — Dispositions abrogatoires*

**Art. 57.** L'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure, destinés au transport de marchandises et de personnes, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 mars 2007, est abrogé.

**Art. 58.** L'arrêté ministériel du 6 décembre 2002 portant organisation d'un examen de matelot pour la navigation intérieure, modifié par l'arrêté ministériel du 4 avril 2007, est abrogé.

*Section 4. — Dispositions transitoires*

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Demeurent valables sur les voies d'eau intérieures sur lesquelles ils étaient valables avant le 18 janvier 2022, pour une durée maximale de dix ans après cette date :

1° les certificats de conduite délivrés conformément à la directive 96/50/CE du Conseil du 23 juillet 1996 concernant l'harmonisation des conditions d'obtention des certificats nationaux de conduite de bateaux de navigation intérieure pour le transport de marchandises et de personnes dans la Communauté ;

2° les certificats visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 6, de la directive visée au 1° ;

3° les patentes de batelier du Rhin visées à l'article 1<sup>er</sup>, § 5, de la directive 96/50/CE visée au 1°.

Lorsque les certificats visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont été délivrés par l'administration, celle-ci délivre, avant le 18 janvier 2032, aux conducteurs titulaires de tels certificats, à leur demande et sous réserve que le conducteur ait fourni les pièces justificatives satisfaisantes visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, un certificat de qualification de l'Union conformément au modèle figurant à l'annexe I du règlement d'exécution UE 2020/182 de la Commission du 14 janvier 2020 sur les modèles relatifs aux qualifications professionnelles dans le domaine de la navigation intérieure.

§ 2. Lors de la délivrance de certificats de qualification de l'Union, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'administration préserve les droits déjà accordés en ce qui concerne les autorisations spécifiques visées à l'article 6.

§ 3. Les membres d'équipage autres que les conducteurs titulaires d'un certificat de qualification délivré par un État membre avant le 18 janvier 2022, ou titulaires d'une qualification reconnue dans un ou plusieurs États membres, peuvent encore s'appuyer sur ce certificat ou sur cette qualification pendant une durée maximale de dix ans après cette date. Pendant cette période, ces membres d'équipage peuvent continuer à se prévaloir de la directive 2005/36/CE pour obtenir la reconnaissance de leur qualification. Avant l'expiration de cette période, ils peuvent solliciter auprès de l'administration un certificat de qualification de l'Union ou un certificat en application de l'article 9, § 2, sous réserve que les membres d'équipage aient fourni les pièces justificatives satisfaisantes visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1° et 3°.

Lorsque les membres d'équipage visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sollicitent un certificat de qualification de l'Union ou un certificat visé à l'article 9, § 2, l'administration veille à ce que soit délivré un certificat de qualification pour lequel les exigences en matière de compétences soient similaires ou inférieures à celles du certificat à remplacer. Un certificat pour lequel les exigences sont supérieures à celles du certificat à remplacer est délivré uniquement si les conditions ci-après sont remplies :

1° pour le certificat de qualification de l'Union en tant que matelot : cinq cent quarante jours de temps de navigation dont au moins cent quatre-vingts jours de navigation intérieure ;

2° pour le certificat de qualification de l'Union en tant que maître matelot : neuf cents jours de temps de navigation dont au moins cinq cent quarante jours de navigation intérieure ;

3° pour le certificat de qualification de l'Union en tant que timonier : mille quatre-vingts jours de temps de navigation dont au moins sept cent vingt jours de navigation intérieure.

L'expérience en matière de navigation est démontrée au moyen d'un livret de service, d'un livre de bord ou d'une autre preuve.

Les durées minimales des temps de navigation définies au paragraphe 3, alinéa 2, 1° à 3°, peuvent être réduites de trois cent soixante jours de temps de navigation au maximum lorsque le demandeur est titulaire d'un diplôme reconnu et sanctionnant la formation spécialisée du demandeur en navigation intérieure qui comporte des stages pratiques de navigation. La réduction des durées minimales des temps de navigation n'est pas supérieure à la durée de la formation spécialisée.

§ 4. Les livrets de service et les livres de bord qui ont été délivrés avant le 18 janvier 2022 selon des modalités autres que celle prévues par le présent arrêté peuvent rester actifs pour une durée maximale de dix ans après le 18 janvier 2022.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 3, pour les membres d'équipage opérant sur des bacs qui sont titulaires de certificats nationaux qui ne relève pas du champ d'application de la directive 96/50/CE visée au paragraphe 1<sup>er</sup> et qui ont été délivrés avant le 18 janvier 2022, ces certificats demeurent valables sur les voies d'eau intérieures de l'Union européenne pour lesquelles ils étaient valables avant cette date, pour une durée maximale de vingt ans après cette date.

Avant l'expiration de la durée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres d'équipage visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent solliciter auprès de l'autorité compétente chargée de délivrer de tels certificats un certificat de qualification de l'Union ou un certificat visé à l'article 9, § 2, à condition de fournir les pièces justificatives satisfaisantes visées à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°. Le cas échéant, le paragraphe 3, alinéas 2 et 3, s'applique en conséquence.

§ 6. Jusqu'au 17 janvier 2032, le ministre peut continuer à reconnaître, sur la base des exigences nationales établies avant le 16 janvier 2018, les certificats de qualification, les livrets de service et les livres de bord qui ont été délivrés par un pays tiers avant le 18 janvier 2024. La reconnaissance est limitée aux voies navigables intérieures situées sur le territoire de la Région wallonne.

§ 7. Les certificats de qualification délivrés par un pays tiers en échange des certificats de qualification visés au paragraphe 6 sont valables sur toutes les voies navigables intérieures sous réserve de l'article 9, § 3, et pour autant que les conditions d'échange appliquées par le pays tiers aient été jugées identiques à celles prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 3.

## Section 5. — Dispositions finales

**Art. 60.** Le présent arrêté produit ses effets le 17 janvier 2022.

**Art. 61.** Le Ministre qui a la navigation intérieure dans ses attributions et le Ministre qui a la formation dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 août 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale,  
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/42045]

**25. AUGUST 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Erwerb und die Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bereich der Binnenschifffahrt sowie zur Abänderung und Aufhebung verschiedener Bestimmungen in diesem Bereich**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. März 1971 in Bezug auf die Schiffsabgaben, die auf vom Staat verwalteten Wasserstraßen einzunehmen sind, Artikel 11;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Juni 1972 über die Sicherheit der Schiffe, Artikel 17ter Paragraf 1, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Januar 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Mai 1991 über die Einführung eines Führerbrevets für das Befahren der Wasserstraßen des Königreichs und der Artikel 2, 3, 4 und 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1998 über das Erlangen von Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen, die für die Güter- und Personbeförderung bestimmt sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. März 2007 zur Durchführung der Prüfungen und Festlegung der Gebühren für die Befähigungsnachweise für die Rhein- und Binnenschifffahrt;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 6. Dezember 2002 zur Durchführung einer Matrosenprüfung für die Binnenschifffahrt;

Aufgrund des Berichts vom 11. Oktober 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 22. April 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 70/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 6. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Mobilität";

Aufgrund des am 24. Juni 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass die Richtlinie (EU) 2017/2397 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2017 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt und zur Aufhebung der Richtlinien 91/672/EWG und 96/50/EG des Rates die erste europäische Regelung ist, die die Anforderungen für den Erwerb und die Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bereich der Binnenschifffahrt zusammenfasst;

In der Erwägung, dass diese Anforderungen zuvor auf verschiedene Texte verteilt waren, die es nun zu einem kohärenten Ganzen zusammenzufassen gilt;

In der Erwägung, dass diese Richtlinie auch Zuständigkeiten der Gemeinschaften betrifft und dass diesbezüglich am 29. Juni 2021 eine Mitteilung an die Französische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass diese Richtlinie am 17. Januar 2022 wirksam wird und dass in diesem Zusammenhang das reibungslose Funktionieren und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes, die für den Sektor des Schiffsverkehrspersonals unerlässlich sind, ein rückwirkendes Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses rechtfertigen;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und Infrastrukturen und der Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Gegenstand, Definitionen und Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie (EU) 2017/2397 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2017 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt und zur Aufhebung der Richtlinien 91/672/EWG und 96/50/EG des Rates, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2021/1233 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juli 2021, und die delegierte Richtlinie (EU) 2020/12 der Kommission vom 2. August 2019 zur Ergänzung der Richtlinie (EU) 2017/2397 des Europäischen Parlaments und des Rates teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° die Verwaltung: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die für die Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt zuständig ist;

2° die Datenbank der Europäischen Union: die von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 25 Paragraph 2 der Richtlinie verwaltete Datenbank zum Zweck der Speicherung und des Austauschs von Daten über Befähigungszeugnisse und Schifferdienstbücher gemäß Artikel 25 Paragraph 1 der Richtlinie und von Daten über anerkannte Befähigungszeugnisse und Schifferdienstbücher gemäß Artikel 10 Paragraph 3 der Richtlinie;

3° die Europäische Schiffsdatenbank: die in Artikel 19 der Richtlinie 2016/1629 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. September 2016 zur Festlegung technischer Vorschriften für Binnenschiffe, zur Änderung der Richtlinie 2009/100/EG und zur Aufhebung der Richtlinie 2006/87/EG genannte und von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 25 Paragraph 2 der Richtlinie verwaltete Datenbank zum Zweck der Speicherung und des Austauschs von Daten über Bordbücher gemäß Artikel 25 Paragraph 1 der Richtlinie;

4° ein Schiff: ein Binnenschiff oder ein Seeschiff;

5° ein Fahrgastschiff: ein zur Beförderung von mehr als zwölf Fahrgästen gebautes und eingerichtetes Schiff;

6° ein Fahrzeug: ein Schiff oder ein schwimmendes Gerät;

7° ein Unionsbefähigungszeugnis: ein von einer zuständigen Behörde ausgestelltes Zeugnis, das bescheinigt, dass eine Person die Anforderungen der Richtlinie erfüllt;

8° ein Sprechfunkzeugnis: ein von einem Mitgliedstaat gemäß der Vollzugsordnung für den Funkdienst, die dem Internationalen Fernmeldevertrag beigefügt ist, ausgestelltes nationales Zeugnis, mit dem die Erlaubnis zum Bedienen einer Funkstelle auf einem Binnenwasserstraßenfahrzeug erteilt wird;

9° eine Befähigung: die nachgewiesene Fähigkeit, Kenntnisse und Fertigkeiten einsetzen zu können, die nach den festgelegten Standards für die ordnungsgemäße Ausführung der für den Betrieb von Binnenwasserfahrzeugen notwendigen Aufgaben erforderlich sind;

10° ein Schiffsführer: ein Mitglied der Decksmannschaft, das qualifiziert ist, ein Fahrzeug auf den Binnenwasserstraßen der Mitgliedstaaten zu führen und die Gesamtverantwortung an Bord, auch für die Besatzung, die Fahrgäste und die Ladung, zu tragen;

11° die Richtlinie (EU) 2017/2397 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2017 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt und zur Aufhebung der Richtlinien 91/672/EWG und 96/50/EG des Rates;

12° ein schwimmendes Gerät: eine schwimmende Konstruktion mit auf ihr vorhandenen Arbeitseinrichtungen wie Krane, Bagger, Rammen oder Elevatoren;

13° ein Mitgliedstaat: ein Mitgliedstaat der Europäischen Union;

14° ein Sachkundiger für Flüssigerdgas: eine Person, die qualifiziert ist, am Bunkervorgang von Fahrzeugen, die Flüssigerdgas als Brennstoff nutzen, beteiligt zu sein oder der Schiffsführer eines solchen Fahrzeugs zu sein;

15° ein Sachkundiger für die Fahrgastschiffahrt: eine an Bord tätige Person, die qualifiziert ist, in Notsituationen an Bord von Fahrgastschiffen Maßnahmen zu ergreifen;

16° ein Großverband: ein Schubverband, bei dem das Produkt aus der Gesamtlänge und der Gesamtbreite des geschobenen Fahrzeugs 7000 Quadratmeter oder mehr beträgt;

17° die Breite: die größte Breite des Schiffskörpers in Metern, gemessen an der Außenseite der Beplattung (ohne Schaufelräder, Scheuerleisten und Ähnliches);

18° ein Bordbuch: eine offizielle Aufzeichnung der von einem Fahrzeug und seiner Besatzung ausgeführten Reisen;

19° ein Schifferdienstbuch: eine persönliche Aufzeichnung der Berufserfahrung eines Besatzungsmitglieds, Einzelheiten zu seinen Fahrzeiten und Reisen;

20° ein aktives Schifferdienstbuch oder ein aktives Bordbuch: ein für Eintragungen offenes Schifferdienst- oder Bordbuch;

21° die Länge: die größte Länge des Schiffskörpers in Metern, ohne Ruder und Bugspriet;

22° die Mitglieder einer Decksmannschaft: Personen, die am allgemeinen Betrieb eines Fahrzeugs auf Binnenwasserstraßen der Europäischen Union beteiligt sind und verschiedene Aufgaben wie beispielsweise Aufgaben im Zusammenhang mit der Navigation, der Überwachung des Betriebs eines Fahrzeugs, dem Ladungsumschlag, der Ladungsstauung, der Fahrgastbeförderung, der Schiffsbetriebstechnik, der Wartung und Instandsetzung, der Kommunikation, der Gesundheit und Sicherheit sowie dem Umweltschutz ausführen, mit Ausnahme von Personen, die ausschließlich mit dem Betrieb der Maschinen, Krane oder elektrischen und elektronischen Anlagen betraut sind;

23° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Binnenschifffahrt gehört;

24° die Führungsebene: das Maß an Verantwortung, das mit der Funktion des Schiffsführers und der Gewährleistung, dass andere Mitglieder der Decksmannschaft alle Aufgaben im Rahmen des Betriebs eines Fahrzeugs ordnungsgemäß ausführen, verbunden ist;

25° die Betriebsebene: das Maß an Verantwortung, das mit der Funktion des Matrosen, Bootsmannes oder Steuermannes und der Kontrolle über die Erfüllung aller Aufgaben verbunden ist, die in den dieser Person übertragenen Verantwortungsbereich fallen und nach geeigneten Verfahren unter der Leitung einer auf der Führungsebene tätigen Person ausgeführt werden;

26° ein Drittland: jedes Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist;

27° ein Schubboot: ein eigens zur Fortbewegung eines Schubverbands gebautes Schiff;

28° ein Schleppboot: ein eigens zum Schleppen gebautes Schiff;

29° ein besonderes Risiko: ein Sicherheitsrisiko aufgrund besonderer Schifffahrtsbedingungen, für die ein Schiffsführer über eine Befähigung verfügen muss, die über die allgemeinen Befähigungsstandards für die Führungsebene hinausgeht;

30° die Fahrzeit: die in Tagen berechnete Zeit, die Mitglieder einer Decksmannschaft während einer Reise an Bord eines Fahrzeugs auf Binnenwasserstraßen verbringen, einschließlich Be- und Entladetätigkeiten, für die aktiver Schiffsbetrieb erforderlich ist, die von einer zuständigen Behörde validiert wurde;

31° der Tiefgang: der senkrechte Abstand vom tiefsten Punkt des Schiffskörpers, ohne Berücksichtigung des Kiels oder anderer fester Anbauten, bis zur Ebene der größten Einsenkung des Schiffskörpers, in Metern;

32° eine Binnenwasserstraße: eine für die in Artikel 3 genannten Fahrzeuge befahrbare Wasserstraße, mit Ausnahme des Meeres;

33° eine Binnenwasserstraße mit maritimem Charakter: ein Binnenwasserstraßenabschnitt der Europäischen Union, der gemäß Artikel 8 der Richtlinie als Binnenwasserstraße mit maritimem Charakter eingestuft wird.

**Art. 3 - § 1.** Der vorliegende Erlass gilt für Mitglieder einer Decksmannschaft, Sachkundige für Flüssigerdgas sowie Sachkundige für die Fahrgastschiffahrt folgender Fahrzeugarten auf Binnenwasserstraßen:

1° Schiffe mit einer Länge von zwanzig Metern oder mehr;

2° Schiffe, deren Produkt aus Länge, Breite und Tiefgang ein Volumen von hundert Kubikmetern oder mehr ergibt;

3° Schlepp- und Schubboote, die ausgelegt sind zum

a) Schleppen oder Schieben von Schiffen gemäß den Ziffern 1 und 2;

b) Schleppen oder Schieben von schwimmenden Geräten;

c) längsseitigen Fortbewegen von Schiffen gemäß den Ziffern 1 und 2 oder von schwimmenden Geräten;

4° Fahrgastschiffe;

5° Schiffe, für die eine Betriebserlaubnis gemäß der Richtlinie 2008/68/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. September 2008 über die Beförderung gefährlicher Güter im Binnenland verlangt wird;

6° schwimmende Geräte.

§ 2. Der vorliegende Erlass gilt nicht für Personen, die:

1° Binnenwasserstraßen zu Sport- oder Erholungszwecken befahren;

2° am Betrieb nicht frei fahrender Fähren beteiligt sind;

3° am Betrieb von Fahrzeugen beteiligt sind, die von den Streitkräften, den Diensten der föderalen, lokalen und Domanialpolizei, vom Katastrophenschutz, den Schifffahrtsbehörden, der Feuerwehr und anderen Notfalldiensten verwendet werden.

4° am Betrieb von Seeschiffen beteiligt sind.

#### KAPITEL 2 — Unionsbefähigungszeugnisse

**Art. 4 -** Die Mitglieder einer Decksmannschaft, die Binnenwasserstraßen der Europäischen Union befahren, führen ein im Einklang mit Artikel 10 ausgestelltes Unionsbefähigungszeugnis für Mitglieder einer Decksmannschaft oder ein nach Artikel 9 Paragraph 2 oder 3 anerkanntes Zeugnis mit sich.

Für andere Mitglieder einer Decksmannschaft als dem Schiffsführer gilt, dass ihre Unionsbefähigungszeugnisse und in Artikel 29 genannten Schifferdienstbücher in der Form einer einzigen Urkunde auszufertigen sind.

**Art. 5 -** Sachkundige für die Fahrgastschiffahrt und Sachkundige für Flüssigerdgas führen entweder ein im Einklang mit Artikel 10 ausgestelltes Unionsbefähigungszeugnis bei besonderen Tätigkeiten oder ein nach Artikel 9 Paragraph 2 oder 3 anerkanntes Zeugnis mit sich.

**Art. 6 -** Die Schiffsführer tragen besondere, gemäß Artikel 12 ausgestellte Berechtigungen mit sich, wenn sie:

1° Wasserstraßen befahren, die als Binnenwasserstraßen mit maritimem Charakter klassifiziert wurden;

2° Wasserstraßen befahren, die als Binnenwasserstraßenabschnitte mit besonderen Risiken ausgewiesen wurden;

3° unter Radar fahren;

4° Fahrzeuge führen, die mit Flüssigerdgas betrieben werden;

5° in Großverbänden fahren.

**Art. 7 - § 1.** Der Minister kann die in Artikel 4 Absatz 1, 5 und 6 genannten Personen, die ausschließlich auf Binnenwasserstraßen tätig sind, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegen und nicht mit dem Wasserstraßennetz eines anderen Mitgliedstaats verbunden sind, von den in Artikel 4 bis 6, Artikel 29 Paragraph 1 Absatz 1 und Paragraph 3 sowie Artikel 31 genannten Verpflichtungen befreien.

Gegebenenfalls veröffentlicht der Minister die Liste der Wasserstraßen, für die die in Absatz 1 genannten Ausnahmen vorgesehen sind, sowie die Bedingungen, unter denen diese Ausnahmen gewährt werden. Zu diesem Zweck werden die in Artikel 10 Paragraph 1 Ziffer 1 und 3 genannten Daten, die Daten zur Identifizierung des Schiffes und die Daten zur Art der Tätigkeit verarbeitet.

§ 2. Wenn Ausnahmen nach Paragraph 1 gewährt werden, kann die Verwaltung für die in Paragraph 1 genannten Personen Befähigungszeugnisse unter Bedingungen ausstellen, die von den allgemeinen Bedingungen des vorliegenden Erlasses abweichen, sofern durch solche Zeugnisse ein angemessenes Sicherheitsniveau gewährleistet ist. Die Anerkennung dieser Zeugnisse in anderen Mitgliedstaaten wird gemäß dem Gesetz vom 12. Februar 2008 zur Einführung eines neuen allgemeinen Rahmens für die Anerkennung von EG-Berufsqualifikationen geregelt.

**Art. 8 -** Sofern erforderlich für die Sicherheit der Schifffahrt, kann der Minister bestimmte Binnenwasserstraßenabschnitte als Binnenwasserstraßenabschnitte mit besonderen Risiken ausweisen, sofern sich solche Risiken aus einem oder mehreren der folgenden Umstände ergeben:

1° häufig wechselnde Strömungsmuster und -geschwindigkeiten;

2° die hydromorphologischen Merkmale der Binnenwasserstraße und das Fehlen angemessener Fahrwasserinformationsdienste auf der Binnenwasserstraße beziehungsweise geeigneter Karten;

3° das Vorhandensein einer speziellen örtlichen Verkehrsregelung, die durch besondere hydromorphologische Merkmale der Binnenwasserstraße gerechtfertigt ist;

4° eine hohe Unfallhäufigkeit an bestimmten Abschnitten der Binnenwasserstraße, die darauf zurückzuführen ist, dass eine Befähigung fehlt, die nicht von den in Artikel 16 aufgeführten Standards erfasst wird.

Wenn er es für die Gewährleistung der Sicherheit für erforderlich erachtet, konsultiert der Minister bei dem Verfahren zur Ausweisung der Abschnitte gemäß Absatz 1 die zuständige europäische Flussschifffahrtskommission.

**Art. 9 - § 1.** Alle in den Artikeln 4 und 5 genannten Unionsbefähigungszeugnisse sowie alle in Artikel 29 bis 31 genannten Schifferdienstbücher oder Bordbücher, die von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates im Einklang mit der Richtlinie ausgestellt wurden, sind auf allen Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region gültig.

§ 2. Alle Befähigungszeugnisse, Schifferdienstbücher und Bordbücher, die gemäß der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein, deren Anforderungen mit denen der Richtlinie übereinstimmen, ausgestellt wurden, sind auf allen Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region gültig.

Alle in Absatz 1 genannten Zeugnisse, Schifferdienstbücher und Bordbücher, die von einem Drittland ausgestellt wurden, sind nur dann auf allen Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region gültig, wenn das betreffende Drittland die nach der Richtlinie ausgestellten Urkunden der Europäischen Union in seinem Hoheitsgebiet anerkennt.

§ 3. Unbeschadet des Paragraphen 2 sind alle Befähigungszeugnisse, Schifferdienstbücher und Bordbücher, die gemäß den nationalen Vorschriften eines Drittlandes, deren Anforderungen mit denen der Richtlinie übereinstimmen, einschließlich der in Artikel 59 Paragraph 1 und 3 vorgesehenen Anforderungen, ausgestellt wurden, insofern die Europäische Kommission dies durch einen Durchführungsrechtsakt gemäß Artikel 10 Paragraph 4 und 5 der Richtlinie anerkannt hat, auf allen Binnenwasserstraßen der Wallonischen Region gültig.

#### KAPITEL 3 — Ausstellung von Zeugnissen über Berufsqualifikationen

##### Abschnitt I — Verfahren für die Ausstellung von Unionsbefähigungszeugnissen und besonderen Berechtigungen für Schiffsführer

**Art. 10 - § 1.** Personen, die einen Antrag auf Ausstellung von in Artikel 4 und 5 genannten Unionsbefähigungszeugnissen stellen, reichen ihren Antrag bei der Verwaltung ein und legen folgende Dokumente vor:

1° Dokumente, die ihre Identität belegen;

2° Dokumente, die belegen, dass sie die für die von ihnen beantragte Qualifikation erforderlichen Mindestanforderungen des Anhangs 1 in Bezug auf Alter, Befähigung, Einhaltung der Verwaltungsvorschriften und Fahrzeiten erfüllen;

3° gegebenenfalls Dokumente, die belegen, dass sie die Standards für die medizinische Tauglichkeit nach Artikel 32 erfüllen.

§ 2. Die Verwaltung stellt Unionsbefähigungszeugnisse aus, nachdem sie überprüft hat, ob die von den Antragstellern vorgelegten Urkunden echt und gültig sind und ob für die Antragsteller nicht bereits ein gültiges Unionsbefähigungszeugnis ausgestellt wurde.

§ 3. Die Unionsbefähigungszeugnisse werden auf der Grundlage der Muster in den Anhängen I und II der Durchführungsverordnung (EU) 2020/182 der Kommission vom 14. Januar 2020 über Muster im Bereich der Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt ausgestellt.

**Art. 11 -** Die Gültigkeit des Unionsbefähigungszeugnisses für Mitglieder einer Decksmannschaft endet am Tag der nächsten nach Artikel 33 vorgeschriebenen ärztlichen Untersuchung.

Unbeschadet der in Absatz 1 genannten Beschränkung sind Unionsbefähigungszeugnisse für Schiffsführer höchstens dreizehn Jahre gültig.

Unionsbefähigungszeugnisse für besondere Tätigkeiten sind höchstens fünf Jahre gültig.

**Art. 12 - § 1.** Personen, die einen Antrag auf Ausstellung von in Artikel 6 genannten besonderen Berechtigungen stellen, reichen ihren Antrag bei der Verwaltung ein und legen folgende Dokumente vor:

1° Dokumente, die ihre Identität belegen;

2° Dokumente, die belegen, dass sie die für die von ihnen beantragte besondere Berechtigung erforderlichen Mindestanforderungen des Anhangs 1 in Bezug auf Alter, Befähigung, Einhaltung der Verwaltungsvorschriften und Fahrzeiten erfüllen;

3° Dokumente, die belegen, dass sie über ein Unionsbefähigungszeugnis für Schiffsführer oder ein gemäß Artikel 9 Paragraph 2 und 3 anerkanntes Zeugnis verfügen oder die nach der Richtlinie vorgesehenen Mindestanforderungen für Unionsbefähigungszeugnisse für Schiffsführer erfüllen.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 legen die Antragsteller, wenn sie bei der Verwaltung einen Antrag auf Erteilung von besonderen Berechtigungen für die Schifffahrt auf Binnenwasserstraßenabschnitten mit besonderen Risiken im Sinne von Artikel 6 Ziffer 2 stellen, folgende Unterlagen vor:

1° Dokumente, die ihre Identität belegen;

2° folgende Unterlagen:

a) in Bezug auf Binnenwasserstraßen auf dem Gebiet der Wallonischen Region die Dokumente, die belegen, dass sie die gemäß Artikel 27 festgelegten Anforderungen an die Befähigung in Bezug auf die besonderen Risiken auf dem spezifischen Abschnitt der Binnenwasserstraße, für den die Berechtigung beantragt wird, erfüllen;

b) in Bezug auf Binnenwasserstraßen auf dem Gebiet einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates die Dokumente, die belegen, dass sie die gemäß Artikel 28 Paragraph 1 festgelegten Anforderungen an die Befähigung in Bezug auf die besonderen Risiken auf dem spezifischen Abschnitt der Binnenwasserstraße, für den die Berechtigung beantragt wird, erfüllen;

3° Dokumente, die belegen, dass sie über ein Unionsbefähigungszeugnis für Schiffsführer oder ein gemäß Artikel 9 Paragraph 2 und 3 anerkanntes Zeugnis verfügen oder die nach der Richtlinie vorgesehenen Mindestanforderungen für Unionsbefähigungszeugnisse für Schiffsführer erfüllen.

§ 3. Die Verwaltung stellt die in den Paragraphen 1 und 2 genannten besonderen Berechtigungen aus, nachdem sie überprüft hat, ob die vom Antragsteller vorgelegten Urkunden echt und gültig sind.

§ 4. Die Verwaltung gibt im Einklang mit dem in Artikel 10 genannten Muster in dem Befähigungszeugnis des Antragstellers alle nach Artikel 6 ausgestellten besonderen Berechtigungen an.

§ 3. Die Dauer einer solchen besonderen Berechtigung endet mit dem Ablauf der Gültigkeit des Unionsbefähigungszeugnisses.

§ 5. Abweichend von Paragraph 4 wird die in Artikel 6 Ziffer 4 genannte besondere Berechtigung nach dem in Artikel 10 Paragraph 3 genannten Muster als Unionsbefähigungszeugnis für Sachkundige für Flüssigerdgas ausgestellt; ihre Gültigkeitsdauer wird nach Artikel 11 Absatz 3 festgelegt.



*Abschnitt 2 — Erneuerung, Aussetzung und Entzug von Unionsbefähigungszeugnissen und von besonderen Berechtigungen*

**Art. 13** - Bei Ablauf eines Unionsbefähigungszeugnisses verlängert die Verwaltung das Zeugnis und die darin enthaltenen besonderen Berechtigungen auf Antrag unter den folgenden Voraussetzungen:

1° bei Unionsbefähigungszeugnissen für Mitglieder einer Decksmannschaft und bei besonderen Berechtigungen mit Ausnahme derjenigen nach Artikel 6 Ziffer 4 müssen die in Artikel 10 Paragraph 1 Ziffer 1 und 3 genannten hinreichenden Nachweise vorgelegt worden sein;

2° bei Unionsbefähigungszeugnissen für besondere Tätigkeiten müssen die in Artikel 10 Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 genannten hinreichenden Nachweise vorgelegt worden sein.

**Art. 14** - § 1. Die Verwaltung und die in Artikel 43 genannten Personen können ein von der Verwaltung oder von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats ausgestelltes Unionsbefähigungszeugnis vorübergehend aussetzen, wenn diese Aussetzung aus Gründen der Sicherheit oder öffentlichen Ordnung erforderlich ist.

Bei der vorübergehenden Aussetzung eines von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats ausgestellten Unionsbefähigungszeugnisses ersucht die Verwaltung die ausstellende Behörde, die Aussetzung des genannten Befähigungszeugnisses in Betracht zu ziehen, und unterrichtet die Europäische Kommission von ihrem Ersuchen.

§ 2. Beantragt eine andere Region oder ein anderer Mitgliedstaat die Aussetzung eines von der Verwaltung ausgestellten Befähigungszeugnisses in Erwägung zu ziehen, weil sie/er feststellt, dass das Befähigungszeugnis die in der Richtlinie festgelegten Anforderungen nicht erfüllt, oder wenn Gründe der Sicherheit oder der öffentlichen Ordnung dies rechtfertigen, so prüft die Verwaltung diesen Antrag und teilt der antragstellenden Behörde ihren Beschluss mit.

§ 3. Liegen Hinweise darauf vor, dass die Anforderungen für den Besitz eines Befähigungszeugnisses oder einer besonderen Berechtigung, die von der Verwaltung ausgestellt wurden, nicht mehr erfüllt sind, nimmt die Verwaltung alle erforderlichen Kontrollen vor und entzieht dem Inhaber das Zeugnis oder die besonderen Berechtigungen.

§ 4. Aussetzungen und Entzüge werden unverzüglich in der Datenbank der Union vermerkt.

*KAPITEL 4 — Beurteilung von Befähigungen, Fahrzeit und medizinische Tauglichkeit*

*Abschnitt 1 — Befähigungen*

**Art. 15** - Die in den Artikeln 4, 5 und 6 genannten Personen verfügen gemäß Anhang 2 und 3 über die erforderliche Befähigung für den sicheren Betrieb eines Fahrzeugs.

Abweichend von Absatz 1 wird die Befähigung für den Umgang mit besonderen Risiken nach Artikel 6 Ziffer 2 im Einklang mit Artikel 27 und 28 beurteilt.

**Art. 16** - Personen, die die in den Artikeln 4, 5 und 6 genannten Urkunden beantragen, weisen nach, dass sie die in Anhang 2 und 3 genannten Befähigungsstandards erfüllen, wobei die Prüfung wie folgt organisiert wurde:

1° unter der Zuständigkeit des Prüfungsausschusses im Einklang mit Artikel 17 und 22;

2° unter der Zuständigkeit der Verwaltung im Einklang mit Artikel 21;

3° unter der Zuständigkeit der zuständigen Behörde einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates;

4° als Teil eines nach Artikel 26 zugelassenen Ausbildungsprogramms.

*Abschnitt 2 — Prüfungsausschüsse*

**Art. 17** - Es wird ein Prüfungsausschuss eingesetzt, der für die Organisation der praktischen Prüfungen nach Artikel 22 zum Erwerb der in den Artikeln 4, 5 und 6 genannten Dokumente zuständig ist.

Der Prüfungsausschuss ist dafür verantwortlich, dass die Fragen für die praktische Prüfung nach Artikel 22 und die Fragen für die theoretische Prüfung nach Artikel 21 auf dem neuesten Stand sind und die Bewertung der in Artikel 15 genannten Befähigungen ermöglichen.

**Art. 18** - § 1. Der Prüfungsausschuss besteht aus sieben ordentlichen Mitgliedern, die aufgrund ihrer Kompetenz ernannt werden, darunter ein Vorsitzender, der Bediensteter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist, und sechs Prüfer, die für die Bewertung der Befähigungen sowie der entsprechenden Kenntnisse und Fähigkeiten gemäß Artikel 15 qualifiziert sind.

Für jedes der ordentlichen Mitglieder wird mindestens ein stellvertretendes Mitglied ernannt.

Der Minister ernennt die ordentlichen Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder für eine Dauer von drei Jahren.

Ihr Mandat kann erneuert werden.

§ 2. Die Mitglieder des Prüfungsausschusses, die nicht Bedienstete des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sind, haben Anspruch auf ein Anwesenheitsgeld von 200 Euro pro Sitzungs- oder Prüfungstag mit einer Mindestdauer von drei Stunden. Für Sitzungen oder Prüfungen mit einer Dauer von weniger als drei Stunden wird das Anwesenheitsgeld um die Hälfte gekürzt. Das Anwesenheitsgeld deckt die Arbeit im Zusammenhang mit den in Artikel 17 genannten Aufgaben ab.

§ 3. Der Minister kann die Höhe des Anwesenheitsgeldes nach folgender Formel an den Index der Verbraucherpreise anpassen: Der Grundbetrag, wie in Paragraph 2 festgelegt, wird mit dem neuen Index multipliziert und durch den Ausgangsindex geteilt.

Der neue Index ist der Index der Verbraucherpreise des Monats, der dem Monat vorausgeht, in dem der Minister beschlossen hat, den Betrag des Anwesenheitsgeldes gemäß dem vorstehenden Absatz anzupassen. Der Ausgangsindex ist der Index der Verbraucherpreise des Monats, der der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* vorausgeht.

Das so erzielte Ergebnis wird auf den nächsten vollen Euro aufgerundet.

Die angepassten Tarife gelten am ersten Tag des zweiten Monats nach demjenigen ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

§ 4. Die Mitglieder des Prüfungsausschusses haben Anspruch auf Erstattung ihrer Reise- und Aufenthaltskosten gemäß den für das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung geltenden Bestimmungen.

§ 5. Die Verwaltung gewährleistet die Sekretariatsführung des Prüfungsausschusses.

**Art. 19 - § 1.** Der Prüfungsausschuss beschließt seine Dienstordnung mit der Mehrheit der Stimmen der ordentlichen Mitglieder oder ihrer Stellvertreter.

§ 2. Die Beratungen des Prüfungsausschusses sind geheim.

Die Beschlüsse des Prüfungsausschusses werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Die Beschlüsse werden in einem Protokoll festgehalten. Nach Abschluss des Protokolls wird jeder Kandidat darüber informiert, ob er die Prüfung bestanden oder nicht bestanden hat.

**Art. 20 -** Die in Artikel 18 Paragraph 1 genannten Prüfer sind verpflichtet, jede Situation eines Interessenkonflikts offenzulegen, und werden durch einen von dem Prüfungsausschuss ernannten Stellvertreter ersetzt.

#### *Abschnitt 3 — Prüfungen*

**Art. 21 -** Der Nachweis der Einhaltung der in den Anhängen 2 und 3 genannten Befähigungsstandards umfasst eine oder mehrere theoretische Prüfungen, die von der Verwaltung organisiert werden.

Die Aufsicht über die in Absatz 1 genannten Prüfungen wird von Aufsichtspersonen wahrgenommen, die Bedienstete der Verwaltung sind.

Die in Absatz 2 genannten Aufsichtspersonen legen jeden Interessenkonflikt offen und werden durch andere Bedienstete der Verwaltung ersetzt.

**Art. 22 - § 1.** Der Nachweis der Einhaltung der Befähigungsstandards gemäß den Anhängen 2 und 3 umfasst eine praktische Prüfung im Hinblick auf den Erhalt:

1° eines Unionsbefähigungszeugnisses für Schiffsführer;

2° einer besonderen Berechtigung für das Führen eines Schiffes unter Radar;

3° eines Unionsbefähigungszeugnisses für Sachkundige für die Fahrgastschiffahrt.

Die praktischen Prüfungen zur Erlangung der in Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Dokumente werden an Bord eines Fahrzeugs oder an einem nach Artikel 25 zugelassenen Simulator abgelegt. Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 können die praktischen Prüfungen an Bord eines Fahrzeugs oder auf einer geeigneten Einrichtung an Land abgehalten werden.

§ 2. Der Nachweis der Erfüllung der Befähigungsstandards kann eine praktische Prüfung zum Erwerb eines Unionsbefähigungszeugnisses als Matrose umfassen.

Die praktischen Prüfungen zum Erwerb der in Absatz 1 genannten Urkunde werden an Bord eines Fahrzeugs oder an einem nach Artikel 25 zugelassenen Simulator abgehalten.

§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 genannten praktischen Prüfungen müssen den in Anhang 4 festgelegten Standards für praktische Prüfungen entsprechen.

**Art. 23 -** Die Teilnahme an einer Prüfung setzt voraus, dass ein Antrag auf Erhalt eines der in den Artikeln 4, 5 und 6 genannten Dokumente gestellt und die gemäß den Bestimmungen von Artikel 35 fällige Gebühr entrichtet wird.

Die Anträge werden elektronisch nach dem auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beschriebenen Verfahren eingereicht.

#### *Abschnitt 4 — Simulatoren*

**Art. 24 -** Die Verwaltung stellt den Bewerbern, die die praktische Prüfung gemäß Artikel 22 bestanden haben, ein Zeugnis über die praktische Prüfung aus, wenn diese Prüfung an einem gemäß Artikel 25 zugelassenen Simulator durchgeführt wurde und der Bewerber die Ausstellung eines solchen Zeugnisses beantragt hat.

Das in Absatz 1 genannte Zeugnis über die praktische Prüfung wird gemäß dem Muster in Anhang III der Durchführungsverordnung (EU) 2020/182 der Kommission vom 14. Januar 2020 über Muster im Bereich der Berufsqualifikationen in der Binnenschiffahrt ausgestellt.

Das in Absatz 1 genannte Zeugnis über die praktische Prüfung, das von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates ausgestellt wurde, wird ohne zusätzliche Anforderungen oder Beurteilungen anerkannt.

**Art. 25 -** Der Minister lässt die zur Beurteilung von Befähigungen eingesetzten Simulatoren zu. Diese Zulassung wird auf Antrag bei der Verwaltung erteilt, wenn nachgewiesen wird, dass der Simulator den in Absatz 2 genannten Standards für Simulatoren entspricht. In der Zulassung ist anzugeben, welche Befähigungen am Simulator beurteilt werden dürfen.

Der Antrag auf Zulassung eines Simulators muss die Unterlagen enthalten, die belegen, dass der Simulator die in Anhang 5 aufgeführten funktionalen und technischen Mindestanforderungen in vollem Umfang erfüllt. Zu diesem Zweck beauftragen die Antragsteller auf eigene Kosten unabhängige, vom Minister anerkannte Experten, die die Einhaltung der einzelnen Anforderungen überprüfen und dokumentieren.

Die Antragsteller stellen sicher, dass der Zugang zu Simulatoren zu Beurteilungszwecken nicht diskriminierend ist.

Simulatoren, die von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates gemäß Artikel 21 Paragraph 1 der Richtlinie zugelassen wurden, werden ohne weitere technische Anforderungen oder Beurteilungen zugelassen.

Die Zulassungen von Simulatoren, die gemäß den Absätzen 1 und 2 erteilt wurden, werden vom Minister widerrufen oder ausgesetzt, wenn diese Simulatoren die in Absatz 2 genannten Standards nicht mehr erfüllen.

*Abschnitt 5 — Ausbildungsprogramme*

**Art. 26 - § 1.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, genehmigt die Ausbildungsprogramme für die in den Artikeln 4, 5 und 6 genannten Personen, die zum Erwerb von Diplomen oder Zeugnissen führen, welche die Einhaltung der in Artikel 15 genannten Befähigungsstandards bescheinigen.

§ 2. Der in Paragraph 1 genannte Minister sorgt dafür, dass die Beurteilung und Sicherung der Qualität der Ausbildungsprogramme durch die Anwendung eines nationalen oder internationalen Qualitätsstandards nach Artikel 40 Paragraph 1 und durch die Anwendung eines Bewertungssystems gemäß Artikel 41 gewährleistet wird.

§ 3. Der in Paragraph 1 genannte Minister genehmigt die Ausbildungsprogramme nur, wenn kumulativ:

1° die Programme den Profilen entsprechen, die vom "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Frankofoner Dienst für Berufe und Qualifikationen), der durch das Dekret der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission bezüglich des "Service francophone des Métiers et des Qualifications", abgekürzt "SFMQ", eingerichtet wurde, definiert und von der Wallonischen Regierung genehmigt wurden, sofern sie bestehen;

2° Ausbildungsziele, Lerninhalte, Methoden, eingesetzte Medien, Verfahren, einschließlich des Einsatzes von Simulatoren, und Lernmaterialien ordnungsgemäß dokumentiert sind und sie den Antragstellern das Erreichen der in Artikel 15 genannten Befähigungsstandards ermöglichen;

3° die Programme zur Beurteilung der jeweiligen Befähigungen von qualifizierten Personen durchgeführt werden, die über fundierte Kenntnisse des Ausbildungsprogramms verfügen;

4° von qualifizierten Prüfern, die nicht von Interessenkonflikten betroffen sind, eine Prüfung zur Feststellung der Erfüllung der in Artikel 15 genannten Befähigungsstandards durchgeführt wird.

§ 4. Der in Paragraph 1 genannte Minister widerruft die von ihm erteilte Zulassung von Ausbildungsprogrammen oder setzt die Zulassung aus, wenn die Ausbildungsprogramme nicht mehr mit Paragraph 3 übereinstimmen.

§ 5. Diplome und Zeugnisse, die nach Abschluss von Ausbildungsprogrammen ausgestellt werden, die von einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedstaat gemäß Artikel 19 Paragraph 1 der Richtlinie genehmigt wurden, werden ohne zusätzliche Anforderungen oder Beurteilungen anerkannt.

*Abschnitt 6 — Zusätzliche Befähigung bezüglich der Binnenwasserstraßen mit besonderen Risiken*

**Art. 27 - § 1.** Der Minister präzisiert die zusätzliche Befähigung, die die Schiffsführer besitzen, um auf Binnenwasserstraßenabschnitten zu fahren, die in der Wallonischen Region spezifische Risiken im Sinne von Artikel 8 darstellen, sowie die notwendigen Mittel, um die Einhaltung dieser Anforderungen zu bescheinigen.

Wenn dies zur Gewährleistung der Sicherheit erforderlich ist, konsultiert der Minister bei dem Verfahren zur Bestimmung dieser Befähigungen die zuständige europäische Flussschifffahrtskommission.

§ 2. Unter Berücksichtigung der für das Befahren des Binnenwasserstraßenabschnitts mit besonderen Risiken erforderlichen Befähigungen kann der Nachweis der Erfüllung dieser zusätzlichen Anforderungen wie folgt erbracht werden:

1° anhand einer bestimmten Anzahl von Reisen, die auf dem betreffenden Abschnitt durchgeführt wurden;

2° anhand einer Simulatorprüfung;

3° anhand eines Multiple-Choice-Tests;

4° anhand einer mündlichen Prüfung;

5° anhand einer Kombination der Möglichkeiten nach den Ziffern 1 bis 4.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen wendet der Minister objektive, transparente, nicht diskriminierende und verhältnismäßige Kriterien an.

§ 3. Der Minister sorgt dafür, dass Verfahren zur Beurteilung der Befähigung der Bewerber in Bezug auf besondere Risiken eingeführt und öffentlich zugängliche Instrumente bereitgestellt werden, die es Schiffsführern erleichtern, die erforderliche Befähigung in Bezug auf besondere Risiken zu erwerben.

**Art. 28 -** Die Verwaltung oder der Prüfungsausschuss kann die Befähigung von Bewerbern in Bezug auf die in Binnenwasserstraßenabschnitten in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat bestehenden besonderen Risiken auf der Grundlage der nach Artikel 20 Paragraph 1 der Richtlinie für diesen Binnenwasserstraßenabschnitt festgelegten Anforderungen überprüfen, wenn die andere Region oder der andere Mitgliedstaat, in der/dem der Binnenwasserstraßenabschnitt liegt, dieser Überprüfung zustimmt und die Verwaltung oder der Prüfungsausschuss über die notwendigen Mittel verfügt, um eine solche Überprüfung vorzunehmen.

Der Minister kann, nachdem er den Antrag einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaats analysiert hat, die notwendigen Mittel zur Verfügung stellen, um die Beurteilung der in Artikel 27 erwähnten erforderlichen Befähigungen vorzunehmen, wenn diese darum ersuchen. Der Minister muss eine Verweigerung der Zustimmung mit objektiven und verhältnismäßigen Gründen rechtfertigen.

*Abschnitt 7 — Schifferdienstbücher, Bordbücher und Fahrzeiten*

**Art. 29 - § 1.** Die Schiffsführer erfassen die Fahrzeiten nach Artikel 10 Paragraph 1 Ziffer 2 und Reisen nach Artikel 27 in einem Schifferdienstbuch nach Artikel 31 oder in einem nach Artikel 9 Paragraph 2 oder 3 anerkannten Schifferdienstbuch.

Die Verpflichtung nach Absatz 1 gilt gegenüber den in Artikel 7 genannten Personen nur dann, wenn ein Inhaber eines Schifferdienstbuchs beantragt, dass diese Informationen festgehalten werden.

§ 2. Wenn ein Besatzungsmitglied dies beantragt, bestätigt die Verwaltung, nachdem sie die Echtheit und Gültigkeit der erforderlichen Belege überprüft hat, im Schifferdienstbuch die Angaben zur Fahrzeit und zu den Reisen, die bis zu fünfzehn Monate vor dem Antrag durchgeführt wurden.

Sind elektronische Instrumente wie elektronische Schifferdienstbücher und elektronische Bordbücher, einschließlich geeigneter Verfahren zur Gewährleistung der Echtheit der Urkunden, verfügbar, so können die entsprechenden Daten ohne weitere Verfahren validiert werden.

Es werden alle Fahrzeiten berücksichtigt, die auf Binnenwasserstraßen der Mitgliedstaaten erworben werden. Bei Binnenwasserstraßen, die nicht vollständig im Gebiet der Europäischen Union verlaufen, werden die Fahrzeiten auf Abschnitten, die außerhalb des Gebiets der Europäischen Union verlaufen, berücksichtigt.

§ 3. Die Reisen der in Artikel 3 Paragraph 1 genannten Fahrzeuge werden in dem in Artikel 31 genannten Bordbuch oder in einem nach Artikel 9 Paragraph 2 oder 3 anerkannten Bordbuch aufgezeichnet.

**Art. 30** - Die Verwaltung stellt die Schifferdienstbücher und die Bordbücher nach den Mustern aus, die in den Anhängen II, IV und V der Durchführungsverordnung (EU) 2020/182 der Kommission vom 14. Januar 2020 über Muster im Bereich der Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt aufgeführt sind.

**Art. 31** - Die Besatzungsmitglieder besitzen nur ein aktives Schifferdienstbuch und das Fahrzeug ist mit nur einem aktiven Bordbuch ausgestattet.

#### *Abschnitt 8 — Medizinische Tauglichkeit*

**Art. 32** - § 1. Medizinische Tauglichkeit, die die körperliche und psychische Tauglichkeit umfasst, bedeutet, dass die an Bord eines Fahrzeugs tätige Person nicht an Krankheiten oder Behinderungen leidet, derentwegen sie vorübergehend oder dauerhaft nicht in der Lage ist,

- 1° die zum Führen eines Fahrzeugs notwendigen Aufgaben auszuführen;
- 2° die ihr zugewiesenen Aufgaben jederzeit zu erfüllen;
- 3° ihr Umfeld korrekt wahrzunehmen.

Die ein Unionsbefähigungszeugnis beantragenden Mitglieder einer Decksmannschaft weisen ihre medizinische Tauglichkeit nach, indem sie ein gültiges ärztliches Tauglichkeitszeugnis vorlegen, dessen Muster in Anlage 7 aufgeführt ist und auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht wurde und das von einem vom Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung – LIKIV – anerkannten Arzt oder von einem von den zuständigen Behörden einer anderen Region oder eines anderen Mitgliedstaates anerkannten Arzt ausgestellt wurde. Zur Identifizierung des Antragstellers wird im ärztlichen Tauglichkeitszeugnis die Nationalregisternummer, wie im Gesetz vom 8. August 1983 zur Einrichtung eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnt, oder, in Ermangelung dessen, die Nummer des Reisepasses angegeben.

§ 2. Die ärztlichen Tauglichkeitszeugnisse werden auf der Grundlage einer Untersuchung ausgestellt, die die medizinische Tauglichkeit gemäß Anhang 6 bestätigt.

Die ärztliche Untersuchung bezieht sich auf das Seh- und Hörvermögen, die Motorik sowie den neuropsychologischen und kardiovaskulären Befund.

**Art. 33** - § 1. Der Antragsteller legt der Verwaltung ein ärztliches Tauglichkeitszeugnis vor, wenn er Folgendes beantragt:

- 1° sein erstes Unionsbefähigungszeugnis für Mitglieder einer Decksmannschaft;
- 2° sein Unionsbefähigungszeugnis für Schiffsführer;
- 3° die Verlängerung seines Unionsbefähigungszeugnisses für Mitglieder einer Decksmannschaft gemäß Artikel 13 oder wenn die in Paragraph 2 des vorliegenden Artikels genannten Voraussetzungen erfüllt sind.

Ärztliche Tauglichkeitszeugnisse, die zur Erlangung eines Unionsbefähigungszeugnisses ausgestellt werden, sind bei der Beantragung eines Unionsbefähigungszeugnisses nicht älter als drei Monate.

§ 2. Inhaber eines Unionsbefähigungszeugnisses für Mitglieder einer Decksmannschaft müssen ab dem 60. Lebensjahr mindestens alle fünf Jahre ihre medizinische Tauglichkeit nach Paragraph 1 nachweisen. Ab dem 70. Lebensjahr müssen die Inhaber alle zwei Jahre ihre medizinische Tauglichkeit nach Paragraph 1 nachweisen.

**Art. 34** - Ein Mitglied der Deckmannschaft kann von seinem Arbeitgeber, dem Fahrzeugführer oder der Verwaltung aufgefordert werden, seine medizinische Tauglichkeit nachzuweisen, wenn objektive Anhaltspunkte dafür vorliegen, dass das Mitglied der Deckmannschaft die in Anhang 6 aufgeführten Anforderungen an die medizinische Tauglichkeit nicht mehr erfüllt.

Wird die medizinische Tauglichkeit nicht in vollem Umfang vom Antragsteller nachgewiesen, kann die Verwaltung Risikominderungsmaßnahmen oder Beschränkungen zur Gewährleistung einer gleichwertigen Sicherheit der Schifffahrt auferlegen. In diesem Fall sind diese Risikominderungsmaßnahmen und Beschränkungen im Zusammenhang mit der medizinischen Tauglichkeit in das Unionsbefähigungszeugnis einzutragen.

#### *KAPITEL 5 — Gebühren und Beschwerdemöglichkeiten*

##### *Abschnitt 1 — Gebühren*

**Art. 35** - Zu zahlen sind die vom Minister festgelegten Gebühren:

- 1° die Eintragung und die Erneuerung einer Eintragung einer beruflichen Qualifikation als Mitglied der Deckmannschaft in dem in Artikel 4 Absatz 2 genannten Dokument;
- 2° die Ausstellung und Erneuerung eines Unionsbefähigungszeugnisses für Schiffsführer;
- 3° die Ausstellung und Erneuerung eines Unionsbefähigungszeugnisses bei besonderen Tätigkeiten;
- 4° die Eintragung und Erneuerung einer Eintragung einer besonderen Berechtigung in das Unionsbefähigungszeugnis als Schiffsführer;
- 5° der Erwerb eines Schifferdienstbuches bei der Verwaltung;
- 6° der Erwerb eines Bordbuchs bei der Verwaltung;
- 7° die Ausstellung eines Schifferdienstbuchs gemäß Artikel 29 Paragraph 1;
- 8° die Ausstellung eines Bordbuchs gemäß Artikel 29 Paragraph 3;
- 9° die Ersetzung der unter Ziffer 1 bis 6 genannten Dokumente;
- 10° die Bestätigung der in Artikel 29 Paragraph 2 genannten Fahrzeiten und Reisen;
- 11° die Anmeldung zu einer Prüfung gemäß Artikel 21 und 22;
- 12° die Zulassung eines Simulators im Sinne von Artikel 25.

*Abschnitt 2 — Beschwerdemöglichkeiten*

**Art. 36** - Der Antragsteller kann innerhalb von sechzig Tagen nach Mitteilung des Beschlusses per Einschreiben an den in Artikel 37 genannten Beschwerdeausschuss Beschwerde gegen diesen Beschluss einlegen.

**Art. 37** - § 1. Es wird ein Beschwerdeausschuss eingerichtet, der Beschwerden entgegennimmt gegen:

1° Beschlüsse der Verwaltung über die Erteilung, die Erneuerung und den Widerruf von Unionszeugnissen und besonderen Berechtigungen nach den Artikeln 10 bis 13 sowie über die Bestätigung der Fahrzeit nach Artikel 29;

2° Beschlüsse über die in Artikel 14 genannte Aussetzung von Unionszeugnissen und besonderen Berechtigungen.

§ 2. Der Beschwerdeausschuss besteht aus drei ordentlichen Mitgliedern, darunter ein Vorsitzender, der Bediensteter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist, und zwei Beauftragte, die Bedienstete des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sind.

Für jedes der ordentlichen Mitglieder wird mindestens ein stellvertretendes Mitglied ernannt.

§ 3. Der Minister ernennt die ordentlichen Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder für eine Dauer von drei Jahren. Ihr Mandat kann erneuert werden.

§ 4. Die Verwaltung gewährleistet die Sekretariatsführung des Beschwerdeausschusses.

§ 5. Der Beschwerdeausschuss legt seine Dienstordnung fest und bestimmt die Modalitäten seiner Arbeitsweise.

§ 6. Die Beratungen des Beschwerdeausschusses sind geheim.

Die Beschlüsse des Beschwerdeausschusses werden mit der Mehrheit der Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Die Beschlüsse werden in einem Protokoll festgehalten. Nach Abschluss des Protokolls wird der Antragsteller, der eine Beschwerde eingelegt hat, über den Beschluss des Beschwerdeausschusses informiert.

*KAPITEL 6 — Verwaltungsbestimmungen**Abschnitt 1 — Personenbezogene Daten*

**Art. 38** - § 1. Die personenbezogenen Daten werden ausschließlich zu folgenden Zwecken verarbeitet:

1° Umsetzung, Kontrolle der Anwendung und Bewertung des vorliegenden Erlasses und der Richtlinie;

2° Informationsaustausch zwischen den Behörden, die Zugang zur Datenbank der Europäischen Union und zur Europäischen Schiffsdatenbank haben, und der Europäischen Kommission;

3° Erstellung von Statistiken.

Aus diesen Daten abgeleitete anonymisierte Informationen können zur Unterstützung von Maßnahmen zur Förderung des Binnenschiffsverkehrs verwendet werden.

§ 2. Die Verwaltung ist die im Sinne der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG für die Verarbeitung Verantwortliche.

§ 3. Unbeschadet des Artikels 39 Paragraph 3 werden personenbezogene Daten, die nicht in den in Artikel 39 Paragraph 1 genannten Registern erfasst sind, höchstens dreizehn Jahre lang aufbewahrt.

*Abschnitt 2 — Register und Datenbanken*

**Art. 39** - § 1. Die Verwaltung führt ein Register für die unter ihrer Zuständigkeit ausgestellten Unionsbefähigungszeugnisse, Schifferdienstbücher und die Bordbücher sowie für die nach Artikel 9 Paragraph 2 anerkannten ausgestellten, verlängerten, ausgesetzten oder entzogenen, oder als verloren, gestohlen oder zerstört gemeldeten, oder abgelaufenen Urkunden.

Bei Unionsbefähigungszeugnissen werden im Register die im Unionsbefähigungszeugnis aufgeführten Daten sowie die ausstellende Behörde erfasst.

Bei Schifferdienstbüchern werden im Register der Name und die Nummer des Dienstbuchinhabers, die Nummer des Schifferdienstbuchs, das Ausstellungsdatum und die ausstellende Behörde erfasst.

Bei Bordbüchern werden im Register der Name des Fahrzeugs, die Einheitliche Europäische Schiffsnummer – ENI-Nummer –, die Nummer des Bordbuchs, das Ausstellungsdatum und die ausstellende Behörde erfasst.

§ 2. Daten im Zusammenhang mit den in Paragraph 1 genannten Befähigungszeugnissen, Schifferdienstbüchern und Bordbüchern werden gemäß der Delegierten Verordnung (EU) 2020/473 der Kommission vom 20. Januar 2020 zur Ergänzung der Richtlinie (EU) 2017/2397 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Standards der Datenbanken für Unionsbefähigungszeugnisse, Schifferdienstbücher und Bordbücher zuverlässig und unverzüglich in die Datenbank der Union und die Europäische Schiffsdatenbank eingetragen.

§ 3. Alle in die Register nach Paragraph 1 eingegebenen personenbezogenen Daten werden höchstens neunzig Jahre lang aufbewahrt.

Abweichend von Absatz 1 werden Daten über die medizinische Tauglichkeit bis zum Ende der Gültigkeit des Befähigungszeugnisses gemäß Artikel 11 aufbewahrt.

Personenbezogene Daten, die für die Zwecke, für die sie erhoben oder verarbeitet wurden, nicht mehr erforderlich sind, werden vernichtet.

*Abschnitt 3 — Qualitätsnormen und Beurteilung*

**Art. 40** - § 1. Alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Beurteilung der Befähigung sowie mit der Ausstellung und Aktualisierung von Unionsbefähigungszeugnissen, Schifferdienstbüchern und Bordbüchern werden im Rahmen eines Qualitätssicherungssystems kontinuierlich überwacht.

§ 2. Der Minister und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, sorgen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich dafür, dass die Ausbildungsziele und die zu erreichenden Befähigungsstandards klar definiert sind und dass die zu erreichenden und zu prüfenden Niveaus von Kenntnissen und Fähigkeiten eindeutig festgelegt werden.

§ 3. Unter Berücksichtigung der Strategien, Systeme, Kontrollen und internen Qualitätssicherungsprüfungen, die zur Erreichung der vorgegebenen Ziele aufgestellt wurden, umfassen die Qualitätsstandards kumulativ Folgendes:

- 1° die Ausstellung, Verlängerung, Aussetzung und den Entzug von Unionsbefähigungszeugnissen, Schifferdienstbüchern und Bordbüchern;
- 2° alle Ausbildungskurse und -programme;
- 3° die durchgeführten Prüfungen und Beurteilungen;
- 4° die Qualifikation und Erfahrung von Ausbildern und Prüfern.

**Art. 41** - Der Minister und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, sorgen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich dafür, dass die Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Beurteilung von Befähigungen sowie mit der Verwaltung von Unionsbefähigungszeugnissen, Schifferdienstbüchern und Bordbüchern spätestens am 17. Januar 2037 und danach mindestens alle zehn Jahre durch eine oder mehrere unabhängige Stellen bewertet werden.

Der Minister und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung und die Ausbildung gehören, sorgen jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich dafür, dass die Ergebnisse der von diesen unabhängigen Stellen durchgeführten Beurteilungen ordnungsgemäß belegt und den betroffenen zuständigen Behörden zur Kenntnis gebracht werden. Falls erforderlich, ergreifen die oben genannten Minister Maßnahmen, um alle bei der unabhängigen Beurteilung festgestellten Mängel zu beheben.

#### *Abschnitt 4 — Prävention von Betrug und sonstigen rechtswidrigen Praktiken*

**Art. 42** - Die Verwaltung ergreift geeignete Maßnahmen zur Prävention von Betrug und anderen rechtswidrigen Praktiken im Zusammenhang mit den Unionsbefähigungszeugnissen, Schifferdienstbüchern, Bordbüchern, ärztlichen Tauglichkeitszeugnissen und Registern.

Die Verwaltung tauscht einschlägige Informationen mit den zuständigen Behörden anderer Mitgliedstaaten und anderer Regionen über die Ausstellung von Befähigungszeugnissen für Personen aus, die im Betrieb von Fahrzeugen tätig sind, einschließlich Informationen über die Aussetzung und den Entzug von Zeugnissen.

#### *Abschnitt 5 — Sanktionen*

**Art. 43** - Unbeschadet der Befugnisse der föderalen Polizei und der lokalen Polizei suchen und stellen die in Artikel 6 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes genannten Domänenpolizisten die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass fest.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden mit den in Artikel 5bis desselben Erlasses genannten Geldbußen geahndet.

### *KAPITEL 7 — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

#### *Abschnitt 1 — Änderungen am Königlichen Erlass vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs*

**Art. 44** - Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 9. März 2007 über die Besatzungsvorschriften auf den Wasserstraßen des Königreichs wird aufgehoben;

**Art. 45** - Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 8 - Die Qualifikationen für die Besatzungsmitglieder sind diejenigen, die erworben wurden in Übereinstimmung mit entweder:

- 1° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. August 2022 über den Erwerb und die Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bereich der Binnenschifffahrt sowie zur Abänderung und Aufhebung verschiedener Bestimmungen in diesem Bereich;
- 2° der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein.“.

**Art. 46** - Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 9 - Die medizinische Tauglichkeit geht aus einem ärztlichen Tauglichkeitszeugnis hervor, das ausgestellt wurde in Übereinstimmung mit entweder:

- 1° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. August 2022 über den Erwerb und die Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bereich der Binnenschifffahrt sowie zur Abänderung und Aufhebung verschiedener Bestimmungen in diesem Bereich;
- 2° der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein.“.

**Art. 47** - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 30. November 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Jedes Besatzungsmitglied besitzt ein persönliches Schifferdienstbuch, das ausgestellt wurde gemäß:

- 1° dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. August 2022 über den Erwerb und die Anerkennung von Berufsqualifikationen im Bereich der Binnenschifffahrt sowie zur Abänderung und Aufhebung verschiedener Bestimmungen in diesem Bereich;

- 2° der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein.“;

- 2° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Der Nachweis der Qualifikation für die Ausübung einer Funktion an Bord kann jederzeit erbracht werden:

- 1° durch den Schiffsführer anhand eines gemäß Artikel 7 ausgestellten Schifferpatents;
- 2° von den anderen Besatzungsmitgliedern anhand des Schifferdienstbuchs oder eines gemäß Artikel 7 ausgestellten Dokuments.“.

**Art. 48** - Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 15. An Bord jedes Schiffes, mit Ausnahme von Hafenschleppern, unbemannten Lastkähnen und Stadtrundfahrtschiffen, befindet sich im Steuerhaus ein Bordbuch, das dem Muster in Anhang A1 der Verordnung über das Schiffspersonal auf dem Rhein oder dem Muster in Anhang V der Durchführungsverordnung (EU) 2020/182 der Kommission vom 14. Januar 2020 über Muster im Bereich der Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt entspricht. Dieses Bordbuch wird gemäß den darin genannten Anweisungen geführt.”.

*Abschnitt 2* — Änderungen am Königlichen Erlass vom 27. März 2007 zur Durchführung der Prüfungen und Festlegung der Gebühren für die Befähigungsnachweise für die Rhein- und Binnenschifffahrt

**Art. 49** - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 27. März 2007 zur Durchführung der Prüfungen und Festlegung der Gebühren für die Befähigungsnachweise für die Rhein- und Binnenschifffahrt, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2012, wird durch Folgendes ersetzt:

“Artikel 1 - Es wird ein zentraler Prüfungsausschuss, im Folgenden Ausschuss genannt, eingerichtet, der damit beauftragt ist, die Organisation der Prüfungen zur Erlangung der folgenden Befähigungsnachweise in der Rheinschifffahrt vorzunehmen:

- 1° das Rheinpatent;
- 2° die ADN-Bescheinigung Basis, Chemie oder Gas;
- 3° das Radarpatent;
- 4° die Bescheinigung über die Kenntnis von Abschnitten des Rheins;
- 5° die Erweiterung des Rheinpatents.”.

**Art. 50** - In Artikel 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört,” durch die Wortfolge “der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören,” ersetzt.

**Art. 51** - In Artikel 3 Paragraph 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Dezember 2012, wird die Wortfolge “der föderalen öffentlichen Dienste” durch die Wortfolge “des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” und der Wortlaut “der Klasse A3” durch die Wortfolge “des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” ersetzt.

**Art. 52** - In Artikel 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge “die Generaldirektion Landverkehr” durch die Wortfolge “die Direktion des Öffentlichen Dienstes des Wallonie, die für die Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt zuständig ist” ersetzt.

**Art. 53** - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Ausschuss beschließt seine Dienstordnung mit der Mehrheit der Stimmen der ordentlichen Mitglieder oder ihrer Stellvertreter.”.

**Art. 54** - Artikel 8 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 55** - Artikel 9 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 56** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Art. 10 - Die Anträge werden elektronisch nach dem auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beschriebenen Verfahren bei der Verwaltung eingereicht.”.

#### *Abschnitt 3* — Aufhebende Bestimmungen

**Art. 57** - Der Königliche Erlass vom 23. Dezember 1998 über das Erlangen von Bescheinigungen zum Führen von Binnenschiffen, die für die Güter- und Personenbeförderung bestimmt sind, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 27. März 2007, wird aufgehoben.

**Art. 58** - Der Ministerielle Erlass vom 6. Dezember 2002 zur Durchführung einer Matrosenprüfung für die Binnenschifffahrt, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 4. April 2007, wird aufgehoben.

#### *Abschnitt 4* — Übergangsbestimmungen

**Art. 59** - § 1. Auf den Binnenwasserstraßen, auf denen sie vor dem 18. Januar 2022 gültig waren, bleiben für eine Höchstdauer von zehn Jahren nach diesem Datum gültig:

1° die gemäß der Richtlinie 96/50/EG des Rates vom 23. Juli 1996 über die Harmonisierung der Bedingungen für den Erwerb einzelstaatlicher Schifferpatente für den Binnenschiffsgüter- und -personenverkehr in der Gemeinschaft ausgestellten Führungsbescheinigungen;

2° die in Artikel 1 Paragraph 6 der Richtlinie in Ziffer 1 genannten Bescheinigungen;

3° die Rheinschifferpatente gemäß Artikel 1 Paragraph 5 der in Ziffer 1 genannten Richtlinie 96/50/EG;

Wurden die in Absatz 1 genannten Bescheinigungen von der Verwaltung ausgestellt, so stellt diese vor dem 18. Januar 2022 den Schiffsführern, die Inhaber solcher Bescheinigungen sind, auf Antrag und unter der Voraussetzung, dass der Schiffsführer die in Artikel 10 Paragraph 1 Ziffer 1 und 3 genannten hinreichenden Nachweise vorgelegt hat, ein Unionsbefähigungszeugnis nach dem Muster in Anhang I der Durchführungsverordnung EU 2020/182 der Kommission vom 14. Januar 2020 über Muster im Bereich der Berufsqualifikationen in der Binnenschifffahrt aus.

§ 2. Bei der Ausstellung von Unionsbefähigungszeugnissen gemäß Paragraph 1 bewahrt die Verwaltung die bereits gewährten Rechte in Bezug auf die in Artikel 6 genannten besonderen Berechtigungen.

§ 3. Besatzungsmitglieder, die nicht der Schiffsführer sind und ein von einem Mitgliedstaat vor dem 18. Januar 2022 ausgestellt Befähigungszeugnis oder eine Qualifikation besitzen, das in einem oder mehreren Mitgliedstaaten anerkannt wird, können dieses Zeugnis oder diese Qualifikation noch höchstens zehn Jahre nach Ablauf der Frist nutzen. In dieser Zeit können sich diese Besatzungsmitglieder für die Zwecke der Anerkennung ihrer Qualifikation weiterhin auf die Richtlinie 2005/36/EG berufen. Vor dem Ablauf dieses Zeitraums können sie bei der Verwaltung ein Unionsbefähigungszeugnis oder ein Zeugnis in Anwendung des Artikels 9 Paragraph 2 beantragen, vorausgesetzt, dass sie die in Artikel 10 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 und 3 genannten hinreichenden Nachweise vorgelegt haben.

Beantragen die in Absatz 1 genannten Besatzungsmitglieder ein Unionsbefähigungszeugnis oder ein Zeugnis nach Artikel 9 Paragraf 2, so stellt die Verwaltung sicher, dass ein Befähigungszeugnis ausgestellt wird, für das die Befähigungsanforderungen denen des zu ersetzenden Zeugnisses ähneln oder darunter liegen. Ein Zeugnis, bei dem die Anforderungen höher sind als die Anforderungen des zu ersetzenden Zeugnisses, wird nur dann ausgestellt, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° für das Unionsbefähigungszeugnis für Matrosen: fünfhundertvierzig Tage Fahrzeit, davon mindestens hundertachtzig Tage in der Binnenschifffahrt;

2° für das Unionsbefähigungszeugnis für Bootsmänner: neunhundert Tage Fahrzeit, davon mindestens fünfhundertvierzig Tage in der Binnenschifffahrt;

3° für das Unionsbefähigungszeugnis für Steuerleute: tausendachtzig Tage Fahrzeit, davon mindestens siebenhundertzwanzig Tage in der Binnenschifffahrt.

Die Fahrerfahrung wird anhand eines Schifferdienstbuchs, eines Bordbuchs oder anderer Belege nachgewiesen.

Die Mindestdauer der Fahrzeiten nach Paragraf 3 Absatz 2 Ziffer 1 bis 3 kann um höchstens dreihundertsechzig Tage Fahrzeit verkürzt werden, wenn der Bewerber Inhaber eines anerkannten Zeugnisses über eine Fachausbildung auf dem Gebiet der Binnenschifffahrt ist, die eine praktische Ausbildung im Führen von Schiffen umfasst. Die Verkürzung der Mindestdauer überschreitet die Dauer der Fachausbildung nicht.

§ 4. Schifferdienstbücher und Bordbücher, die vor dem 18. Januar 2022 nach anderen Vorschriften als denen des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurden, können noch höchstens zehn Jahre nach dem 18. Januar 2022 weitergeführt werden.

§ 5. Abweichend von Paragraf 3 gilt für Besatzungsmitglieder von Fähren, die nationale Zeugnisse besitzen, die nicht in den Anwendungsbereich der in Paragraf 1 genannten Richtlinie 96/50/EG fallen und vor dem 18. Januar 2022 ausgestellt wurden, dass solche Zeugnisse noch höchstens zwanzig Jahre auf den Binnenwasserstraßen der Europäischen Union gültig bleiben, für die sie vor diesem Datum gültig waren.

Vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Dauer können die in Absatz 1 genannten Besatzungsmitglieder bei der für die Ausstellung solcher Zeugnisse zuständigen Behörde ein Unionsbefähigungszeugnis oder ein Zeugnis nach Artikel 9 Paragraf 2 beantragen, sofern sie die in Artikel 10 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 1 und 3 genannten hinreichenden Nachweise erbringen. Gegebenenfalls gilt Paragraf 3 Absatz 2 und 3 entsprechend.

§ 6. Bis zum 17. Januar 2032 kann der Minister auf der Grundlage der vor dem 16. Januar 2018 festgelegten nationalen Anforderungen weiterhin Befähigungszeugnisse, Schifferdienstbücher und Bordbücher anerkennen, die vor dem 18. Januar 2024 von einem Drittland ausgestellt wurden. Die Anerkennung ist auf die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegenen Binnenwasserstraßen beschränkt.

§ 7. Die von einem Drittland im Austausch gegen die in Paragraf 6 genannten Befähigungszeugnisse ausgestellten Befähigungszeugnisse gelten auf allen Binnenwasserstraßen vorbehaltlich des Artikels 9 Paragraf 3 und unter der Voraussetzung, dass die von dem Drittland angewandten Austauschbedingungen als identisch mit den in den Paragrafen 1 und 3 vorgesehenen Bedingungen befunden wurden.

#### Abschnitt 5 — Schlussbestimmungen

**Art. 60** - Der vorliegende Erlass wird am 17. Januar 2022 wirksam.

**Art. 61** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Binnenschifffahrt gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausbildung gehört, werden jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. August 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft,  
Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
Ch. MORREALE

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/42045]

#### 25 AUGUSTUS 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het verkrijgen en het erkennen van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot wijziging en intrekking van diverse bepalingen op dit vlak

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 maart 1971 betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de waterwegen onder beheer van de Staat, artikel 11;

Gelet op de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid van de vaartuigen, artikel 17ter, § 1, ingevoegd bij de wet van 22 januari 2007;

Gelet op de wet van 21 mei 1991 betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevaaren van de scheepvaartwegen van het Rijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart;



Gelet op het ministerieel besluit van 6 december 2002 houdende organisatie van een examen matroos voor de binnenvaart;

Gelet op het rapport van 15 juni 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 2°, van het decreet april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties in september plaatsgeha integratie van genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 70/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 22 april 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Mobiliteit", gegeven op 6 mei 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 24 juni 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Overwegende dat Richtlijn (EU) 2017/2397 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2017 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot intrekking van de Richtlijnen 91/672/EEG en 96/50/EG van de Raad de eerste Europese verordening is waarin de vereisten voor het verkrijgen en erkennen van beroepskwalificaties op het gebied van de binnenvaart zijn samengebracht;

Overwegende dat deze eisen voorheen verspreid waren over afzonderlijke teksten, die moeten worden samengebracht in een samenhangend geheel;

Overwegende dat deze richtlijn ook betrekking heeft op de bevoegdheden van de Gemeenschappen en dat in dit verband op 29 juni 2021 een mededeling is gedaan aan de Franstalige en de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat deze richtlijn op 17 januari 2022 in werking zal treden en dat in deze context de goede werking en de continuïteit van de openbare dienst, die van essentieel belang zijn voor de sector van het varend personeel, de inwerkingtreding met terugwerkende kracht van dit besluit rechtvaardigen;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en Infrastructuur en de Minister van Tewerkstelling en Vorming;  
Na beraadslaging,

Besluit :

#### AFDELING 1. — Doel, Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2017/2397 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2017 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot intrekking van de Richtlijnen 91/672/EEG en 96/50/EG van de Raad, zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2021/1233 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juli 2021, en de Gedelegeerde Richtlijn (EU) 2020/12 van de Commissie van 2 augustus 2019 tot aanvulling van Richtlijn (EU) 2017/2397 van het Europees Parlement en de Raad gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de administratie: de directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de beroepskwalificaties in de binnenvaart;

2° de gegevensbank van de Europese Unie : de door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 25, tweede lid, van de richtlijn beheerde gegevensbank, met het oog op de registratie en de uitwisseling van gegevens met betrekking tot kwalificatiecertificaten en dienstboekjes overeenkomstig artikel 25, eerste lid, van de richtlijn, en van gegevens met betrekking tot erkende kwalificatiecertificaten en dienstboekjes overeenkomstig artikel 10, derde lid, van de richtlijn;

3° de Europese scheepsrompendatabank: de databank bedoeld in artikel 19 van Richtlijn (EU) 2016/1629 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG en die overeenkomstig artikel 25, § 2, van de richtlijn door de Europese Commissie wordt beheerd met het oog op de registratie en uitwisseling van logboekgegevens overeenkomstig artikel 25, § 1, van de richtlijn;

4° een schip : een binnenschip of een zeeschip;

5° een passagiersschip: een schip dat is gebouwd en ingericht voor het vervoer van meer dan twaalf passagiers;

6° een vaartuig: een schip of een onderdeel van een drijvend werktuig;

7° een kwalificatiecertificaat van de Unie: een door een bevoegde autoriteit afgegeven certificaat waarin wordt verklaard dat een persoon aan de voorschriften van deze richtlijn voldoet;

8° certificaat van radio-operator: een nationaal certificaat dat is afgegeven door een lidstaat in overeenstemming met het radioreglement dat is gehecht aan het Internationaal Verdrag betreffende de telecommunicatie, waarbij machtiging wordt verleend voor de exploitatie van een radiocommunicatiestation op een vaartuig voor de binnenwaterwegen;

9° een competentie: het bewezen vermogen om gebruik te maken van de door de vastgestelde normen voorgeschreven kennis en vaardigheden om de taken die nodig zijn voor het besturen van binnenvaartuigen goed uit te voeren;

10° een schipper: een dekbemanningslid dat gekwalificeerd is om een vaartuig op de binnenwateren van de lidstaten te besturen en om aan boord de algemene verantwoordelijkheid te dragen, ook voor de bemanning, de passagiers en de lading;

11° de richtlijn : Richtlijn (EU) 2017/2397 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2017 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot intrekking van de Richtlijnen 91/672/EEG en 96/50/EG van de Raad;

12° een drijvend werktuig : een drijvend bouwsel waarop zich werkinstallaties bevinden, zoals kranen, baggermolens, hei-installaties of elevatoren;

13° een Lid-Staat: een Lid-Staat van de Europese Unie;

14° een deskundige op het gebied van vloeibaar aardgas: een persoon die gekwalificeerd is om actief te zijn bij de bunkeringsprocedure van schepen die op vloeibaar aardgas varen of om als schipper een dergelijk vaartuig te besturen;

15° een deskundige voor de passagiersvaart: een persoon die dienst doet aan boord van het schip en bevoegd is om aan boord van passagiersschepen maatregelen te nemen in noodsituaties;

16° een groot konvooi: een duwstel waarbij het product van de totale lengte en totale breedte van het geduwde vaartuig 7 000 vierkante meter of meer bedraagt;

17° de breedte: de grootste breedte van de scheepsromp in meter, gemeten op de buitenkant van de huidbeplating (schoepraderen, schuurlijsten en dergelijke niet inbegrepen);

18° een logboek: een officiële registratie van de reizen die een vaartuig en zijn bemanning hebben gemaakt;

18° een dienstboekje: een persoonlijk register waarin de gegevens met betrekking tot het arbeidsverleden van een bemanningslid staan genoteerd, met name de vaartijden en de gemaakte reizen;

20° een actief dienstboekje of een actief logboek: een dienstboekje of logboek waarin gegevens kunnen worden geregistreerd;

21° de lengte : de grootste lengte van de scheepsromp in meter, het roer en de boegspriet niet inbegrepen;

22° de dekbemanningsleden: personen die betrokken zijn bij de algemene bediening van een vaartuig dat de binnenwateren van de Unie bevaart en die verschillende taken uitvoeren, zoals taken in verband met het besturen van een vaartuig, de beheersing van het vaartuig, ladingsbehandeling, stouwen, het vervoer van passagiers, scheepswerktuigbouwkundige aspecten, onderhoud en reparatie, communicatie, gezondheid, veiligheid en milieubescherming, niet zijnde personen die uitsluitend worden ingezet voor de bediening van de motoren, kranen, of elektrische en elektronische uitrusting;

23° de Minister: de Minister bevoegd voor binnenvaart;

24° het managementniveau: de mate van verantwoordelijkheid die samenhangt met het werk als schipper en waarborgt dat alle andere dekbemanningsleden alle taken bij de bediening van een vaartuig goed uitvoeren;

25° het operationeel niveau: de mate van verantwoordelijkheid die samenhangt met het werk als matroos, als volmatroos of als stuurman en het onder controle houden van de uitvoering van alle taken binnen het kader van diens verantwoordelijkheid, overeenkomstig passende procedures en onder leiding van een persoon die op management-niveau werkzaam is;

26° een derde land : elk land dat geen lid is van de Europese Unie;

27° een duwboot : een schip dat speciaal is gebouwd voor het voortbewegen van een duwstel;

28° een sleepboot: een schip dat speciaal is gebouwd om te slepen;

29° een specifiek risico: een veiligheidsrisico als gevolg van bijzondere navigatie-omstandigheden waarvoor schippers competenties moeten hebben die verder gaan dan wat in het kader van de algemene normen voor managementcompetenties wordt verwacht;

30° de vaartijd: de tijd, uitgedrukt in dagen, die dekbemanningsleden aan boord hebben doorgebracht tijdens een door de bevoegde autoriteit gevalideerde reis met een vaartuig op binnenwateren, met inbegrip van laad- en losactiviteiten die actieve scheepvaartoperaties vereisen;

31° de diepgang: de verticale afstand in meter tussen het laagste punt van de scheepsromp, zonder rekening te houden met de kiel of andere vaste onderdelen en het vlak van de grootste inzinking van het schip;

32° binnenwater: een waterweg niet zijnde de zee die bevaarbaar is voor de in artikel 3 bedoelde vaartuigen;

33° binnenwater van maritieme aard : een binnenwatertraject van de EU dat overeenkomstig artikel 8 van de richtlijn is ingedeeld als binnenwater van maritieme aard.

**Art. 3. § 1.** Dit besluit is van toepassing op dekbemanningsleden, deskundigen op het gebied van vloeibaar aardgas en deskundigen voor de passagiersvaart van de volgende typen vaartuigen op de binnenwateren:

1° vaartuigen met een lengte van 20 m of meer;

2° vaartuigen waarvan het volume, berekend als het product van lengte, breedte en diepgang, 100 m<sup>3</sup> of meer bedraagt

3° sleep- en duwboten die zijn bestemd voor:

a) het slepen of duwen van de in onder 1° en 2 bedoelde vaartuigen;

b) het slepen of duwen van drijvend werktuig;

c) het langs zij gekoppeld meevoeren van de in onder 1° en 2° bedoelde vaartuigen of drijvend werktuig;

4° passagiersvaartuigen;

5° betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over landvaartuigen die uit hoofde van Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land over een goedkeuringscertificaat moeten beschikken

6° drijvend werktuig.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op personen:

1° die varen om sportieve of recreatieve redenen;

2° die betrokken zijn bij het bedienen van ponten die niet vrij varen;

3° die betrokken zijn bij het bedienen van vaartuigen die door de strijdkrachten, diensten voor de handhaving van de openbare orde, civiele bescherming, vaarwegbeheerders, brandweerdiensten en andere hulpdiensten worden gebruikt;

4° betrokken bij de exploitatie van zeeschepen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Kwalificatiecertificaten van de Unie*

**Art. 4.** De dekbemanningsleden die binnenwateren van de Unie bevaren, hebben een overeenkomstig artikel 10 afgegeven kwalificatiecertificaat van de Unie voor dekbemanningsleden bij zich, dan wel een overeenkomstig artikel 9, § 2 of § 3, erkend certificaat.

Voor andere dekbemanningsleden dan schippers worden het kwalificatiecertificaat van de Unie en het in artikel 29 bedoelde dienstboekje in één document opgenomen.

**Art. 5.** De lidstaten zorgen ervoor dat deskundigen voor de passagiersvaart en deskundigen op het gebied van vloeibaar aardgas een overeenkomstig artikel 10 afgegeven kwalificatiecertificaat van de Unie bij zich hebben, dan wel een overeenkomstig artikel 9, § 2 of § 3, erkend certificaat.

**Art. 6.** Schippers zijn in het bezit van een overeenkomstig artikel 12 afgegeven specifieke vergunning wanneer zij varen:

- 1° op wateren die zijn geclassificeerd als binnenwateren van maritieme aard;
- 2° op waterwegen die zijn ingedeeld als binnenwatertrajecten met specifieke risico's;
- 3° met behulp van een radar;
- 4° met vaartuigen die vloeibaar aardgas als brandstof gebruiken
- 5° met grote konvoeien

**Art. 7.** § 1. De Minister kan de in de artikelen 4, lid 1, 5 en 6 bedoelde personen die uitsluitend actief zijn op binnenwateren gelegen in het Waalse Gewest die niet in verbinding staan met het vaarwegennet van een andere lidstaat, vrijstellen van de in artikel 4 tot 6, in artikel 29, § 1, eerste lid, en § 3, en in artikel 31, vastgelegde verplichtingen.

In voorkomend geval maakt de minister de lijst bekend van waterwegen waarvoor de in lid 1 bedoelde vrijstellingen gelden, alsmede de voorwaarden waaronder deze vrijstellingen worden verleend. Daartoe worden de in artikel 10, § 1, 1° en 3°, bedoelde gegevens verwerkt, alsmede de gegevens die betrekking hebben op de identificatie van het vaartuig en op de aard van de activiteit

§ 1. Wanneer overeenkomstig paragraaf 1 vrijstellingen worden verleend, kan de administratie aan de in dit paragraaf bedoelde personen kwalificatiecertificaten afgeven onder voorwaarden die afwijken van de in dit besluit vervatte algemene voorwaarden, op voorwaarde dat deze certificaten een afdoende veiligheidsniveau waarborgen. De erkenning van deze certificaten in andere lidstaten is naargelang het geval onderworpen aan de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.

**Art. 8.** Wanneer dit nodig is om de veiligheid van de scheepvaart te waarborgen, kan de Minister binnenwatertrajecten met specifieke risico's classificeren wanneer deze risico's het gevolg zijn van een of meer van de volgende omstandigheden:

- 1° vaak veranderende stroompatronen en -snelheid;
- 2° de hydromorfologische kenmerken van de binnenwaterweg en het ontbreken van passende vaarweginformatiediensten over de binnenwaterweg of van geschikte kaarten;
- 3° de aanwezigheid van een specifieke lokale verkeersregeling die wordt gerechtvaardigd door specifieke hydromorfologische kenmerken van de binnenwaterweg;
- 4° een hoge ongevalsfrequentie op een specifiek traject van de binnenwateren, die wordt toegeschreven aan het ontbreken van een competentie die niet door de in artikel 16 bedoelde normen wordt gedekt.

Wanneer hij dat nodig acht om de veiligheid te waarborgen, pleegt de Minister bij de indeling van de in het eerste lid bedoelde trajecten overleg met de betrokken Europese riviercommissie.

**Art. 9.** § 1. Alle in de artikelen 4 en 5 bedoelde kwalificatiecertificaten van de Unie, alsook de in de artikelen 29 tot 31 bedoelde dienstboekjes of logboeken die overeenkomstig deze richtlijn door de bevoegde autoriteiten van een ander Gewest of een andere Lidstaat zijn afgegeven, zijn geldig op alle binnenwateren in het Waalse Gewest.

§ 2. Kwalificatiecertificaten, dienstboekjes en logboeken die zijn afgegeven overeenkomstig het Reglement betreffende het scheepvaartpersoneel op de Rijn, waarin eisen zijn opgenomen die identiek zijn aan die in de richtlijn, zijn geldig op alle binnenwateren van het Waals Gewest.

De certificaten, dienstboekjes en logboeken bedoeld in het eerste lid die door een derde land zijn afgegeven zijn uitsluitend op alle binnenwateren van het Waals Gewest geldig indien dat derde land binnen het eigen rechtsgebied de op grond van deze richtlijn afgegeven documenten van de Europese Unie erkent.

§ 1. Onverminderd lid 2 is elk kwalificatiecertificaat, elk dienstboekje of elk logboek, afgegeven overeenkomstig de nationale voorschriften van een derde land dat voorziet in eisen die identiek zijn aan die van de richtlijn, met inbegrip van die bedoeld in artikel 59, leden 1 en 3, geldig op alle binnenwateren van het Waals Gewest, indien de Europese Commissie dit door middel van een uitvoeringsbesluit heeft erkend overeenkomstig artikel 10, leden 4 en 5, van de richtlijn.

### HOOFDSTUK 3 — *Certificering van beroepskwalificaties*

#### *Afdeling 1 — Procedure voor het afgeven van kwalificatiecertificaten an de Unie en specifieke vergunningen voor schippers*

**Art. 10.** § 1. De aanvragers van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde kwalificatiecertificaten van de Unie moeten hun aanvraag bij de administratie indienen en de volgende documenten voorleggen:

- 1° de documenten die hun identiteit bewijzen ;
- 2° de documenten die bewijzen dat ze voldoen aan de minimumeisen van bijlage I wat betreft de voor de aangevraagde kwalificatie vereiste leeftijd, competentie, naleving van de administratieve voorschriften en vaartijd;
- 3° indien van toepassing, de documenten die bewijzen dat ze voldoen aan de normen voor medische geschiktheid overeenkomstig artikel 32.

§ 2. De administratie geeft kwalificatiecertificaten van de Unie af na de echtheid en de geldigheid van de door de aanvragers verstrekte documenten te hebben gecontroleerd en na te hebben gecontroleerd of aan de aanvragers niet reeds een geldig kwalificatiecertificaat van de Unie is afgegeven.

§ 3) De kwalificatiecertificaten van de Unie worden afgegeven op basis van de modellen in de bijlagen I en II bij Uitvoeringsverordening (EU) 2020/182 van de Commissie van 14 januari 2020 betreffende modellen voor beroepskwalificaties in de binnenvaart.

**Art. 11.** De geldigheid van het kwalificatiecertificaat van de Unie voor dekbemanningsleden wordt beperkt tot de datum van de volgende op grond van artikel 33 vereiste medische keuring.

Onverminderd de in lid 1 bedoelde beperking zijn kwalificatiecertificaten van de Unie voor schippers maximaal 13 jaar geldig.

Kwalificatiecertificaten van de Unie voor specifieke activiteiten zijn maximaal vijf jaar geldig.

**Art. 12.** § 1. De aanvragers van de in artikelen 6 bedoelde specifieke vergunningen van de Unie moeten hun aanvraag bij de administratie indienen en de volgende documenten voorleggen:

1° de documenten die hun identiteit bewijzen ;

2° de documenten die bewijzen dat ze voldoen aan de minimumeisen van bijlage I wat betreft de voor de aangevraagde vergunning vereiste leeftijd, competentie, naleving van de administratieve voorschriften en vaartijd;

3° de documenten die bewijzen dat ze beschikken over een kwalificatiecertificaat van de Unie voor een schipper of een overeenkomstig artikel 9, §§ 2 en 3, erkend certificaat, of het voldoen aan de bij deze richtlijn vastgestelde minimumeisen voor kwalificatiecertificaten van de Unie voor schippers.

§ 1. In afwijking van het eerste lid moeten de aanvragers bij de aanvraag bij de administratie van specifieke vergunningen voor het varen op binnenwatertrajecten met specifieke risico's als bedoeld in artikel 6, 2°, de volgende documenten overleggen

1° de documenten die hun identiteit bewijzen ;

2° de volgende documenten:

a) voor de binnenwateren die gelegen zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest, documenten waaruit blijkt dat zij voldoen aan de overeenkomstig artikel 27 vastgestelde eisen inzake competentie met betrekking tot de specifieke risico's op het specifieke traject van de binnenwateren waarvoor de vergunning vereist is ;

a) voor de binnenwateren die gelegen zijn op het grondgebied van een ander Gewest of een ander Lidstaat, documenten waaruit blijkt dat zij voldoen aan de overeenkomstig artikel 28, § 1, vastgestelde eisen inzake competentie met betrekking tot de specifieke risico's op het specifieke traject van de binnenwateren waarvoor de vergunning vereist is ;

3° de documenten die bewijzen dat ze beschikken over een kwalificatiecertificaat van de Unie voor een schipper of een overeenkomstig artikel 9, § 2 en § 3, erkend certificaat, of het voldoen aan de bij deze richtlijn vastgestelde minimumeisen voor kwalificatiecertificaten van de Unie voor schippers.

§ 3. De administratie geeft de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde specifieke vergunningen af nadat zij de echtheid en de geldigheid van de door de aanvrager verstrekte documenten hebben gecontroleerd.

§ 4. De administratie vermeldt uitdrukkelijk in het kwalificatiecertificaat van de aanvrager elke specifieke vergunning die krachtens artikel 6 volgens het in artikel 10 bedoelde model is verleend, § 3.

De geldigheid van een dergelijke specifieke vergunning eindigt wanneer de geldigheid van het kwalificatiecertificaat van de Unie eindigt.

§ 5. In afwijking van paragraaf 4 wordt de in artikel 6, 4°, bedoelde specifieke vergunning afgegeven als een kwalificatiecertificaat van de Unie voor deskundigen op het gebied van vloeibaar aardgas, overeenkomstig het in artikel 10, § 3, bedoelde model, waarvan de geldigheid bepaald wordt overeenkomstig artikel 11, lid 3.

*Afdeling 2 — Hernieuwing, schorsing en intrekking van kwalificatiecertificaten van de Unie en specifieke vergunningen*

**Art. 13.** Na het verstrijken van de geldigheidsduur van een kwalificatiecertificaat van de Unie verlengt de administratie op verzoek het certificaat en de daarin vervatte specifieke vergunningen, op voorwaarde dat:

1° met betrekking tot kwalificatiecertificaten van de Unie voor dekbemanningsleden en met betrekking tot andere specifieke vergunningen dan die bedoeld in artikel 6, onder 4°, toereikende bewijsstukken als genoemd in artikel 10, § 1, 1° en 3°, worden verstrekt;

2° met betrekking tot kwalificatiecertificaten van de Unie voor specifieke activiteiten toereikende bewijsstukken als genoemd in artikel 10, § 1, 1° en 2°, worden verstrekt.

**Art. 14.** § 1. De overheid en de in artikel 43 bedoelde personen kunnen een door de overheid of door de bevoegde autoriteiten van een ander gewest of van een andere lidstaat afgegeven kwalificatiecertificaat van de Unie tijdelijk schorsen, wanneer die schorsing om redenen van veiligheid of openbare orde noodzakelijk is.

Bij de tijdelijke schorsing van een door de bevoegde autoriteiten van een ander gewest of lidstaat afgegeven kwalificatiecertificaat van de Unie, verzoekt de administratie de autoriteit van afgifte de schorsing van dit kwalificatiecertificaat in overweging te nemen en stelt het de Europese Commissie van dit verzoek in kennis.

§ 2. Wanneer een ander Gewest of een andere Lid-Staat verzoekt om de schorsing van een door de administratie afgegeven kwalificatiecertificaat in overweging te nemen, omdat het vaststelt dat het kwalificatiecertificaat niet voldoet aan de in de richtlijn gestelde voorwaarden, of wanneer dit gerechtvaardigd is om redenen van veiligheid of openbare orde, onderzoekt de administratie het verzoek en deelt het zijn besluit mede aan de verzoekende autoriteit

§ 3. Indien er aanwijzingen zijn dat niet langer aan de eisen voor kwalificatiecertificaten of specifieke vergunningen afgeleverd door de Administratie wordt voldaan, voert de administratie, alle noodzakelijke beoordelingen uit en trekt zij die certificaten of specifieke vergunningen in.

§ 4. Schorsingen en intrekkingen worden onmiddellijk in de databank van de Unie geregistreerd.

HOOFDSTUK 4. — *Beoordeling van competenties, vaartijd en medische geschiktheid*

*Afdeling 1 — Competenties*

**Art. 15.** De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde personen beschikken over de competenties die noodzakelijk zijn voor de veilige bediening van een vaartuig als vastgelegd in de bijlage 2 en 3.

In afwijking van het eerste lid wordt de beoordeling van de competentie voor specifieke risico's als bedoeld in artikel 6, 2°, uitgevoerd overeenkomstig artikel 27 en 28.

**Art. 16.** Aanvragers van de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde documenten tonen aan dat zij aan de vereiste competentienormen van de bijlagen 2 en 3 voldoen door met goed gevolg een examen af te leggen dat wordt georganiseerd :

1° onder de verantwoordelijkheid van de examencommissie overeenkomstig de artikelen 17 en 22 ;

2° onder de verantwoordelijkheid van de administratie overeenkomstig artikel 21 ;

3° onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde autoriteit van een ander Gewest of een andere Lid-Staat;

4° als onderdeel van een overeenkomstig artikel 26 goedgekeurd opleidingsprogramma.

*Afdeling 2 — Examencommissie*

**Art. 17.** Er wordt een examencommissie ingesteld voor de organisatie van de in artikel 22 bedoelde praktische examens met het oog op het verkrijgen van de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde documenten.

De examencommissie draagt er zorg voor dat de praktische examenvragen, bedoeld in artikel 22, en de theorie-examenvragen, bedoeld in artikel 21, actueel zijn en de beoordeling van de in artikel 15 bedoelde competenties mogelijk maken.

**Art. 18. § 1.** De examencommissie bestaat uit zeven gewone leden, benoemd op grond van hun competentie, onder wie een voorzitter, een werknemer van de Waalse Overheidsdienst, en zes examinatoren die bevoegd zijn om de in artikel 15 bedoelde competenties en de overeenkomstige kennis en vaardigheden te beoordelen.

Voor elk gewoon lid wordt ten minste één plaatsvervangend lid aangewezen.

De Minister benoemt de gewone en plaatsvervangende leden voor een periode van drie jaar.

Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ De leden van de examencommissie die geen personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst zijn, hebben recht op een presentiegeld van 200 euro per vergader- of examendag van ten minste drie uur. Voor bijeenkomsten of examens die minder dan drie uur duren, wordt het bedrag van het presentiegeld met de helft verminderd. Het presentiegeld dekt de werkzaamheden in verband met de in artikel 17 genoemde opdrachten.

§ 3. De Minister kan het bedrag van het presentiegeld aanpassen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de volgende formule: het basisbedrag zoals bepaald in paragraaf 2 vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het startindexcijfer.

Het nieuwe indexcijfer is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand die voorafgaat aan de maand waarin de Minister heeft besloten het bedrag van het presentiegeld overeenkomstig het vorige lid aan te passen. Het uitgangscijfer is het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand die aan de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* voorafgaat.

Het resultaat wordt naar boven afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

De aangepaste tarieven treden in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand gedurende dewelke ze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt.

§ 4 De leden van de examencommissie hebben recht op terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Waalse Regering.

§ 5. De administratie verzorgt het secretariaat van de Examencommissie.

**Art. 19. § 1.** De Examencommissie stelt zijn huishoudelijk reglement vast bij meerderheid van stemmen van de gewone leden of hun plaatsvervangers.

§ 2. De beraadslagingen van de examencommissie zijn geheim.

De beslissingen van de Examencommissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag.

De beslissingen worden in de notulen opgenomen. Na de sluiting van de notulen wordt elke kandidaat meegedeeld of hij voor het examen is geslaagd dan wel gezakt.

**Art. 20.** De in artikel 18, lid 1, bedoelde examinatoren zijn verplicht opgave te doen van elk belangenconflict en worden vervangen door een door de Examencommissie aangewezen plaatsvervanger.

*Afdeling 3 — Examens*

**Art. 21.** Om aan te tonen dat aan de competentienormen van de bijlagen 2 en 3 wordt voldaan, worden één of meer door de administratie georganiseerde theoretische examens afgenomen.

Het toezicht op de in lid 1 bedoelde examens wordt toevertrouwd aan toezichthouders die in dienst zijn van de administratie.

De in lid 2 bedoelde toezichthouders doen opgave van belangenconflicten en laten zich vervangen door andere ambtenaren van de administratie.

**Art. 22. § 1.** Het bewijs dat aan de competentienormen van de bijlagen 2 en 3 is voldaan, omvat een praktijkexamen ter verkrijging van :

1° een kwalificatiecertificaat van de Unie voor schippers;

2° een specifieke vergunning voor het varen met behulp van een radar;

3° een kwalificatiecertificaat van de Unie voor deskundigen voor de passagiersvaart.

Het praktijkexamen ter verkrijging van de documenten, bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, wordt afgelegd aan boord van een vaartuig of in een overeenkomstig artikel 25 goedgekeurde simulator. Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, kunnen de praktische proeven plaatsvinden aan boord van een vaartuig of op een geschikte installatie aan de wal.

§ 2. Het bewijs dat aan de competentienormen is voldaan, kan een praktijkexamen omvatten ter verkrijging van een bewijs van vakbekwaamheid van de Unie als matroos.

Voor het verkrijgen van de in dit lid 1 bedoelde documenten vinden de praktijkexamens plaats aan boord van een vaartuig of op een simulator die aan artikel 25 voldoet.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 bedoelde praktijkexamens moeten voldoen aan de normen voor praktijkexamens van bijlage 4.

**Art. 23.** Deelname aan een examen is afhankelijk van de indiening van een aanvraag voor een van de in de artikelen 4, 5 en 6 genoemde documenten en de betaling van de verschuldigde retributie overeenkomstig de bepalingen van artikel 35.

De aanvragen worden elektronisch ingediend volgens de procedure die op de website van de Waalse Overheidsdienst wordt beschreven.

*Afdeling 4 — Simulatoren*

**Art. 24.** De administratie geeft een praktijkdiploma af aan aanvragers die het in artikel 22 bedoelde praktijkexamen hebben afgelegd, wanneer dat examen heeft plaatsgevonden op een simulator die aan artikel 25 voldoet en wanneer de aanvrager om dat diploma heeft verzocht.

Het praktijkdiploma bedoeld in het eerste lid wordt afgegeven op basis van de modellen in de bijlagen III bij Uitvoeringsverordening (EU) 2020/182 van de Commissie van 14 januari 2020 betreffende modellen voor beroepskwalificaties in de binnenvaart.

Het in lid 1 bedoelde getuigschrift van praktijkexamen, afgegeven door de bevoegde autoriteiten van een andere regio of lidstaat, wordt erkend zonder verdere eisen of beoordelingen.

**Art. 25.** De simulatoren die voor competentiebeoordeling worden gebruikt, worden goedgekeurd door de minister. Deze erkenning wordt op aanvraag bij de administratie verleend wanneer is aangetoond dat de simulator voldoet aan de normen voor simulatoren als bedoeld in lid 2. In de erkenning wordt vermeld welke specifieke beoordeling van specifieke competentie met betrekking tot de simulator is toegestaan.

De aanvraag om erkenning van een simulator moet documentatie bevatten waaruit blijkt dat de simulator volledig voldoet aan de minimale functionele en technische eisen die zijn vastgelegd in bijlage 5. Daartoe doen de aanvragers op eigen kosten een beroep op door de Minister erkende onafhankelijke deskundigen om de naleving van elke eis te verifiëren en te documenteren.

De aanvragers zorgen ervoor dat de toegang tot simulatoren voor evaluatiedoeleinden niet-discriminerend is.

Simulatoren die door de bevoegde autoriteiten van een andere regio of lidstaat overeenkomstig artikel 21, lid 1, van de richtlijn zijn erkend, worden erkend zonder aanvullende eisen of technische beoordeling.

De overeenkomstig het eerste en tweede lid afgegeven erkenningen van simulatoren worden door de Minister ingetrokken of geschorst indien deze simulatoren niet langer voldoen aan de in het tweede lid bedoelde normen.

*Afdeling 5 — Opleidingsprogramma's*

**Art. 26.** § 1. De Minister bevoegd voor Tewerkstelling en Vorming keurt voor de in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde personen opleidingsprogramma's goed die leiden tot diploma's of certificaten waaruit blijkt dat aan de in artikel 15 bedoelde competentienormen is voldaan.

§ 2. De Minister bedoeld in paragraaf 1 zorgt ervoor dat de kwaliteitsbeoordeling en -bewaking van de opleidingsprogramma's wordt gewaarborgd door de toepassing van een nationale of internationale kwaliteitsnorm overeenkomstig artikel 40, § 1, en door de toepassing van een beoordelingssysteem overeenkomstig artikel 41.

§ 1. De in het eerste lid bedoelde minister keurt de opleidingsprogramma's slechts goed indien zij cumulatief :

1° de programma's beantwoorden aan de profielen bepaald door de "Service francophone des Métiers et Qualifications", vastgesteld bij het decreet van 17 december 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (afgekort "SFMQ"), en goedgekeurd door de Waalse Regering, voor zover deze bestaan;

2° de opleidingsdoelstellingen, leerinhoud, methoden, hulpmiddelen voor kennisoverdracht, procedures, met inbegrip van, in voorkomend geval, het gebruik van simulatoren, en het cursusmateriaal naar behoren zijn gedocumenteerd en aanvragers in staat stellen om de in artikel 15, lid 1, bedoelde competentienormen te bereiken;

3° de programma's voor de beoordeling van de betrokken competenties worden uitgevoerd door gekwalificeerde personen met diepgaande kennis van het opleidingsprogramma;

4° via een examen dat wordt afgenomen door gekwalificeerde examinatoren die vrij zijn van belangenconflicten, wordt gecontroleerd of aan de in artikel 15 bedoelde competentienormen is voldaan.

§ 4. De Minister bedoeld in paragraaf 1 trekt de goedkeuring van opleidingsprogramma's in of schorst die goedkeuring wanneer die opleidingsprogramma's niet langer voldoen aan paragraaf 3.

§ 5. Diploma's en certificaten die worden uitgereikt ter afsluiting van opleidingsprogramma's die door een andere regio of lidstaat zijn goedgekeurd overeenkomstig artikel 19, lid 1, van de richtlijn, worden erkend zonder verdere eisen of beoordeling.

*Afdeling 6 — Aanvullende competentie voor binnenwateren met specifieke risico's*

**Art. 27.** § 1. De Minister preciseert de bijkomende competentie waarover schippers moeten beschikken om te varen op trajecten van binnenwateren met specifieke risico's in het Waals Gewest in de zin van artikel 8, alsook de middelen die nodig zijn om de naleving van deze vereisten te certificeren.

Wanneer dit nodig is om de veiligheid te waarborgen, pleegt de Minister bij het specificeren van die competenties overleg met de betrokken Europese riviercommissie.

§ 2. Rekening houdend met de competenties die voor het gebruik van binnenwatertrajecten met specifieke risico's vereist zijn, kunnen de middelen die noodzakelijk zijn voor het bewijzen van deze aanvullende competenties bestaan uit:

- 1° een beperkt aantal op het betrokken binnenwatertraject uit te voeren reizen;
- 2° een examen met een simulator;
- 3° een meerkeuze-examen;
- 4° een mondelinge proef
- 5° een combinatie van de onder 1° tot en met 4° genoemde middelen.

Bij de toepassing van deze paragraaf lid past de Minister objectieve, doorzichtige, niet-discriminerende en proportionele criteria toe.

§ 3. De Minister zorgt ervoor dat procedures worden ingesteld voor de beoordeling van de competentie voor specifieke risico's van de aanvragers, en dat hulpmiddelen openbaar toegankelijk worden gemaakt zodat schippers gemakkelijker de vereiste competentie voor specifieke risico's kunnen verwerven.

**Art. 28.** De administratie of de Examencommissie kan de competentie van de aanvragers voor specifieke risico's voor in een ander Gewest of andere lidstaat gelegen binnenwatertrajecten beoordelen op grond van de overeenkomstig artikel 20, § 1 vastgestelde eisen voor dat binnenwatertraject, op voorwaarde dat de lidstaat waar het binnenwatertraject zich bevindt daarvoor toestemming geeft en dat de administratie of de Examencommissie over de nodige middelen beschikt om een dergelijke beoordeling uit te voeren.

De Minister kan, na analyse van het verzoek van een ander gewest of lidstaat, op hun verzoek de nodige middelen verschaffen om de beoordeling van de in artikel 27 bedoelde vereiste competenties uit te voeren. De Minister motiveert elke weigering om toestemming te verlenen op objectieve en evenredige gronden.

#### *Afdeling 7 — Dienstboekjes, logboeken en vaartijden*

**Art. 29.** § 1. De schippers registreren de in artikel 10, § 1, 2°, bedoelde vaartijd en de in artikel 27 bedoelde gemaakte reizen registreren in een in artikel 31 bedoeld dienstboekje of in een op grond van artikel 9, § 2 of § 3, erkend dienstboekje.

De in lid 1 bedoelde verplichting geldt ten aanzien van de in artikel 7 bedoelde personen alleen indien een houder van een dienstboek om vastlegging van deze informatie verzoekt.

§ 2. Indien een bemanningslid daarom verzoekt, valideert de administratie, na controle van de echtheid en de geldigheid van de vereiste bewijsstukken, in het dienstboekje de gegevens betreffende de vaartijd en de reizen die tot vijftien maanden vóór het verzoek zijn gemaakt.

Wanneer er elektronische hulpmiddelen worden gebruikt, waaronder elektronische dienstboekjes en elektronische logboeken, met inbegrip van passende procedures om de echtheid van de documenten te waarborgen, kunnen de daarin vervatte gegevens zonder aanvullende procedures worden gevalideerd.

Er wordt rekening gehouden met de vaartijd die op de binnenwateren van alle lidstaten is opgebouwd. In het geval van binnenwateren waarvan de loop niet volledig binnen het grondgebied van de Europese Unie ligt, wordt ook de vaartijd die op buiten het grondgebied van de Europese Unie gelegen delen is opgebouwd in aanmerking genomen.

§ 3 De reizen van de in artikel 3, § 1 bedoelde vaartuigen moeten worden opgetekend in het in artikel 31 bedoelde logboek of in een overeenkomstig artikel 9, § 2 of § 3 erkend logboek.

**Art. 30.** De administratie geeft dienstboekjes en logboeken af overeenkomstig de modellen in de bijlagen II, IV en V bij Uitvoeringsverordening (EU) 2020/182 van de Commissie van 14 januari 2020 betreffende modellen voor beroepskwalificaties in de binnenvaart.

**Art. 31.** De bemanningsleden bezitten één enkel actief dienstboekje en de vaartuigen zijn in het bezit van één enkel actief logboek.

#### *Afdeling 8 — Medische geschiktheid*

**Art. 32.** § 1. Onder medische geschiktheid, waaronder zowel lichamelijke als geestelijke geschiktheid valt, wordt verstaan dat de persoon die aan boord van een vaartuig werkzaam is geen aandoening of handicap heeft die het tijdelijk of permanent onmogelijk maakt:

- 1° de taken uit te voeren die nodig zijn om een vaartuig te bedienen;
- 2° op ieder willekeurig moment de toegewezen taken uit te voeren;
- 3° de omgeving correct te interpreteren.

Dekbemanningsleden die een kwalificatiecertificaat van de Unie aanvragen, moeten hun medische geschiktheid aantonen door een geldige medische verklaring over te leggen, waarvan het model in bijlage 7 is opgenomen en dat op de website van de Waalse Overheidsdienst is gepubliceerd, dat is afgegeven door een door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (RIZIV) erkende arts of door een arts die door de bevoegde autoriteiten van een ander Gewest of van een andere lidstaat is erkend. Met het oog op de identificatie van de aanvrager vermeldt de medische verklaring zijn Rijksregisternummer als bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, zijn paspoortnummer.

§ 2. Medische attesten worden afgegeven op basis van een onderzoek naar de medische geschiktheid als bedoeld in bijlage 6.

Het medisch onderzoek heeft met name betrekking op gezichts- en gehoorscherpheid, motorische functies, de neuropsychologische toestand en hart- en vaatziekten.

**Art. 33.** § 1. De aanvrager verstrekt aan de administratie een medisch attest bij de aanvraag voor:

- 1° de eerste afgifte van een kwalificatiecertificaat van de Unie aan dekbemanningsleden;
- 2° hun kwalificatiecertificaat van de Unie voor schippers;
- 3° de verlenging van een kwalificatiecertificaat van de Unie voor dekbemanningsleden overeenkomstig artikel 13 of indien aan de voorwaarden van paragraaf 2 van dit artikel is voldaan.

Medische verklaringen die zijn afgegeven voor het verkrijgen van een kwalificatiecertificaat van de Unie mogen niet eerder zijn afgegeven dan drie maanden vóór de datum van de aanvraag van het kwalificatiecertificaat van de Unie.

§ 2. Vanaf de leeftijd van 60 jaar toont de houder van een kwalificatiecertificaat van de Unie voor dekbemanningsleden ten minste om de vijf jaar zijn medische geschiktheid overeenkomstig paragraaf 1 aan. Vanaf de leeftijd van 70 jaar toont de houder om de twee jaar zijn medische geschiktheid overeenkomstig paragraaf 1 aan.

**Art. 34.** Van een dekbemanningslid kan worden verlangd dat zijn werkgever, de schipper of de administratie zijn medische geschiktheid aantoont, indien er objectieve bewijzen zijn dat het dekbemanningslid niet langer aan de in bijlage 6 bedoelde eisen inzake medische geschiktheid voldoet.

Indien de aanvrager zijn medische geschiktheid niet volledig kan aantonen, kan de administratie mitigerende maatregelen of beperkingen opleggen die een gelijkwaardige veiligheid van de scheepvaart garanderen. In dat geval worden die mitigerende maatregelen en beperkingen in verband met de medische geschiktheid vermeld in het kwalificatiecertificaat van de Unie.

HOOFDSTUK 5. — *Retributies en beroepsmiddelen**Afdeling 1 — Retributies*

**Art. 35.** De volgende retributies zijn verschuldigd, waarvan het bedrag door de Minister wordt vastgesteld

- 1° de inschrijving en de vernieuwing van een inschrijving voor een beroepskwalificatie als een dekbemanningslid in het document bedoeld in artikel 4, tweede lid ;
- 2° de afgifte en verlenging van een kwalificatiecertificaat van de Unie voor schippers;
- 3° de afgifte en verlenging van een kwalificatiecertificaat van de Unie voor specifieke verrichtingen;
- 4° de inschrijving en de vernieuwing van een inschrijving voor een specifieke vergunning op het kwalificatiecertificaat van de Unie als schipper;
- 5° de aankoop van een dienstboekje bij de administratie;
- 6° de aankoop van een logboek bij de administratie;
- 7° de afgifte van een dienstboekje als bedoeld in artikel 29, § 1;
- 7° de afgifte van een logboek als bedoeld in artikel 29, § 3;
- 9° de vervanging van de documenten bedoeld in 1° tot en met 6° ;
- 10° de validering van de vaartijden en de reizen bedoeld in artikel 29, § 2;
- 11° de inschrijving voor een examen als bedoeld in de artikelen 21 en 22 ;
- 12° de goedkeuring van een simulator als bedoeld in artikel 25.

*Afdeling 2 — Beroepsmiddelen*

**Art. 36.** De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing om tegen deze beslissing bij aangetekend schrijven beroep in te stellen bij het in artikel 37 bedoelde Beroepscomité.

**Art. 37.** § 1. Er wordt een Beroepscomité ingesteld dat de beroepsprocedures moeten ontvangen tegen :

- 1° de beslissingen van de administratie betreffende de afgifte, hernieuwing en intrekking van de certificaten van de Unie en de specifieke vergunningen, bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13, alsmede die betreffende de geldigverklaring van de vaartijd, bedoeld in artikel 29 ;
- 2° de beslissingen betreffende de schorsing van certificaten van de Unie en specifieke vergunningen, bedoeld in artikel 14.

§ 2. Het beroepscomité is samengesteld uit drie effectieve leden, onder wie een voorzitter die ambtenaar is bij de Waalse Overheidsdienst en twee afgevaardigden die ambtenaar zijn bij de Waalse Overheidsdienst.

Voor elk gewoon lid wordt ten minste één plaatsvervangend lid aangewezen.

§ 3. De Minister benoemt de gewone en plaatsvervangende leden voor een periode van drie jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 4. De administratie verzorgt het secretariaat van het Beroepscomité.

§ 5. Het Beroepscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast en bepaalt de wijze waarop het functioneert.

§ 6. De beraadslagingen van het Beroepscomité zijn geheim.

De beslissingen van het Beroepscomité worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen geeft de stem van de voorzitter de doorslag.

De beslissingen worden in notulen vastgelegd. Na de sluiting van de notulen wordt de aanvrager die het beroep heeft ingesteld, in kennis gesteld van de beslissing van het Beroepscomité.

HOOFDSTUK 6 — *Administratieve bepalingen**Afdeling 1 — Persoonsgegevens*

**Art. 38.** § 1. Persoonsgegevens worden uitsluitend verwerkt met het oog op :

- 1° de uitvoering, handhaving en evaluatie van dit besluit en de richtlijn ;
- 2° de uitwisseling van informatie tussen de autoriteiten die toegang hebben tot de EU-databank en de Europese databank voor de binnenvaart en de Europese Commissie;
- 3° het opstellen van statistieken.

Geanonimiseerde informatie uit dergelijke gegevens kan worden gebruikt ter ondersteuning van het beleid ter bevordering van het vervoer over de binnenwateren.

§ 2. De administratie is verantwoordelijk voor de behandeling in de zin van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 1. Onverminderd artikel 39, § 3, worden persoonsgegevens die niet in de in artikel 39, § 1, bedoelde registers zijn opgenomen, niet langer dan dertien jaar bewaard.

*Afdeling 2 — Registers en databanken*

**Art. 39.** § 1. De Administratie houdt een register bij van de onder haar gezag afgegeven kwalificatiecertificaten van de Unie, dienstboekjes en logboekjes, alsmede van de krachtens artikel 9, § 2 erkende documenten die zijn afgegeven, vernieuwd, geschorst of ingetrokken, waarvan aangifte is gedaan als verloren, gestolen of vernietigd, of waarvan de geldigheidsduur is verstreken.

Voor kwalificatiecertificaten van de Unie wordt in het register de op de kwalificatiecertificaten van de Unie vermelde gegevens en de autoriteit van afgifte vermeld.

Voor dienstboekjes wordt in het register de naam van de houder en zijn identificatienummer, het identificatienummer van het dienstboekje, de datum van afgifte en de autoriteit van afgifte vermeld.



Voor logboeken wordt in het register de naam van het vaartuig, het Europees identificatienummer of het Europees scheepsidentificatienummer (ENI-nummer), het identificatienummer van het logboek, de datum van afgifte en de autoriteit van afgifte vermeld.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde gegevens over kwalificatiecertificaten, dienstboekjes en logboeken worden op betrouwbare en tijdige wijze ingevoerd in de databank van de Unie en in de Europese databank voor binnenvaartschepen, overeenkomstig Gedelegeerde Verordening (EU) 2020/473 van de Commissie van 20 januari 2020 tot aanvulling van Richtlijn (EU) 2017/2397 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot de normen voor gegevensbanken voor EU-kwalificatiecertificaten, dienstboekjes en logboeken.

§ 3. Alle persoonsgegevens die in de in paragraaf 1 bedoelde registers zijn opgenomen, worden ten hoogste 90 jaar bewaard.

In afwijking van het eerste lid worden de gegevens met betrekking tot de medische geschiktheid bewaard tot het einde van de geldigheidsduur van het kwalificatiecertificaat ingevolge artikel 11.

Persoonsgegevens die niet langer nodig zijn voor de doeleinden waarvoor zij werden verzameld of verwerkt, worden vernietigd.

#### *Afdeling 3 — Kwaliteitsnormen en evaluatie*

**Art. 40.** § 1. Alle activiteiten in verband met de beoordeling van de bekwaamheden en de afgifte en bijwerking van kwalificatiecertificaten van de Unie, dienstboekjes en logboeken worden voortdurend gecontroleerd in het kader van een systeem van kwaliteitsnormen.

§ 2. De Minister en de Minister bevoegd voor werk en vorming zien erop toe dat de opleidingsdoelstellingen en de normen inzake de te bereiken competenties duidelijk worden omschreven en dat de te bereiken en te toetsen niveaus van kennis en bekwaamheden duidelijk worden aangegeven.

§ 3. Er wordt voor gezorgd dat de kwaliteitsnormen, met inachtneming van de beleidslijnen, systemen, controles en interne kwaliteitsbeoordelingen die zijn ingesteld ter verwezenlijking van de omschreven doelstellingen cumulatief van toepassing zijn op:

1° de afgifte, verlenging, schorsing en intrekking van kwalificatiecertificaten van de Unie, dienstboekjes en logboeken;

2° alle opleidingscursussen en -programma's;

3° de uitgevoerde onderzoeken en evaluaties ;

4° de van opleiders en examinatoren verlangde kwalificaties en ervaring.

**Art. 41.** De Minister en de Minister bevoegd voor Werk en Vorming laten uiterlijk op 17 januari 2037, en vervolgens ten minste om de tien jaar, de activiteiten in verband met de verwerving en beoordeling van vaardigheden en het beheer van de kwalificatiecertificaten van de Unie, dienstboekjes en logboeken beoordelen door een of meer onafhankelijke instanties, elk voor zijn eigen bevoegdheidsgebied.

De Minister en de Minister bevoegd voor werk en Vorming zien er, elk op hun bevoegdheidsgebied, op toe dat de resultaten van de door deze onafhankelijke instanties verrichte evaluaties naar behoren worden gedocumenteerd en ter kennis van de betrokken bevoegde autoriteiten worden gebracht. Zo nodig nemen bovengenoemde Ministers passende maatregelen om de door de onafhankelijke evaluatie aan het licht gebrachte tekortkomingen te verhelpen

#### *Afdeling 4 — Voorkoming van fraude en andere onrechtmatige praktijken*

**Art. 42.** De administratie draagt zorg voor het nemen van passende maatregelen ter voorkoming van fraude en andere onrechtmatige praktijken met de kwalificatiecertificaten van de Unie, dienstboekjes, logboeken, medische verklaringen en registers.

De administratie wisselt relevante informatie uit met de bevoegde autoriteiten van andere lidstaten en andere Gewesten inzake de certificering van personen die bij de bediening van een vaartuig zijn betrokken, met inbegrip van informatie over de schorsing en intrekking van certificaten.

#### *Afdeling 5 — Sancties*

**Art. 43.** Onverminderd de bevoegdheden van de federale en lokale politie, van de domaniale politieagenten bedoeld in artikel 6 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein worden zij belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van dit besluit.

Overtredingen van dit besluit worden bestraft met de in artikel 5bis van hetzelfde decreet genoemde boetes.

#### *HOOFDSTUK 7. — Ophettings-, overgangs- en slotbepalingen*

*Afdeling 1 — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk*

**Art. 44.** Artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk wordt opgeheven

**Art. 45.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 2011 wordt vervangen als volgt:

“Art. 8. De kwalificaties voor de bemanningsleden zijn die welke zijn verkregen overeenkomstig :

1° het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2022 betreffende de verkrijging en de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot wijziging en intrekking van diverse bepalingen op dit vlak ».

2° het Reglement scheepvaartpersoneel”.

**Art. 46.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 2011 wordt vervangen als volgt:

“Art. 9. De medische geschiktheid wordt vastgesteld op basis van een medische verklaring die wordt afgegeven in overeenstemming met :

1° het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2022 betreffende de verkrijging en de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot wijziging en intrekking van diverse bepalingen op dit vlak ».

2° het Reglement scheepvaartpersoneel”.

**Art. 47.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 november 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

§ 1. Elk bemanningslid moet beschikken over een persoonlijk dienstboekje dat is afgegeven in overeenstemming met :

1° het besluit van de Waalse Regering van 25 augustus 2022 betreffende de verkrijging en de erkenning van beroepskwalificaties in de binnenvaart en tot wijziging en intrekking van diverse bepalingen op dit vlak

2° het Reglement scheepvaartpersoneel.”.

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

Het bewijs van de kwalificatie voor een functie aan boord moet te allen tijde kunnen worden aangetoond :

1° door de schipper, door middel van een overeenkomstig artikel 7 afgegeven certificaat;

2° door de overige leden van de bemanning door middel van het dienstboekje of één van de documenten als bedoeld in artikel 7.”.

**Art. 48.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt vervangen als volgt:

“Art. 15. Aan boord van elk schip, met uitzondering van havensleepboten, onbemande duwbakken en stadsrondvaartboten, moet zich in de stuurhut een logboek bevinden overeenkomstig het model van bijlage A1 van het Reglement Scheepvaartpersoneel of het model in de bijlagen V bij Uitvoeringsverordening (EU) 2020/182 van de Commissie van 14 januari 2020 betreffende modellen voor beroepskwalificaties in de binnenvaart. Dit logboek dient te worden bijgehouden overeenkomstig de daarin vervatte aanwijzingen.”

*Afdeling 2* — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart

**Art. 49.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 maart 2007 houdende de organisatie van de examens en de vaststelling van de retributies voor de bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 december 2012, wordt vervangen als volgt:

“Artikel 1. Er wordt een centrale Examencommissie opgericht, hierna te noemen “de Commissie”, die belast is met de organisatie van de examens met het oog op het bekomen van de volgende bekwaamheidsbewijzen in Rijn- en binnenvaart :

1° het Rijnpatent;

2° het ADN-attest basis, chemie of gas;

3° het radarpatent;

4° het bewijs van riviergedeelten van de Rijn;

7° de uitbreiding van het Rijnpatent.”.

**Art. 50.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “de Minister bevoegd voor het vervoer” vervangen door de woorden “de Minister bevoegd voor waterwegen”.

**Art. 51.** In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 december 2012, worden de woorden “van de federale overheidsdiensten” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst”, en worden de woorden “van klasse A3” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst”.

**Art. 52.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden “het Directoraat-generaal Vervoer te Land” vervangen door de woorden “de directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de beroepskwalificaties in de binnenvaart”.

**Art. 53.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

“De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast bij meerderheid van stemmen van de gewone leden of hun plaatsvervaarders.”.

**Art. 54.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 55.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 56.** In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

“Art. 10. De aanvragen worden elektronisch bij de administratie ingediend volgens de procedure die op de website van de Waalse Overheidsdienst wordt beschreven. ».

#### *Afdeling 3* — Opheffingsbepalingen

**Art. 57.** Het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2007, wordt opgeheven.

**Art. 58.** Het ministerieel besluit van 6 december 2002 houdende organisatie van een examen matroos voor de binnenvaart, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 april 2007, wordt opgeheven.

#### *Afdeling 4* — Overgangsbepalingen

**Art. 59.** § 1. Blijven geldig op de binnenwateren waarop zij vóór 18 januari 2022 geldig waren, tot maximaal tien jaar na die datum:

1° de vaarbewijzen afgegeven overeenkomstig Richtlijn 96/50/EG van de Raad van 23 juli 1996 betreffende de harmonisatie van de voorwaarden voor de afgifte van nationale vaarbewijzen voor binnenvaartuigen welke bij het goederen- en personenvervoer in de Gemeenschap gebruikt worden .

2° de certificaten bedoeld in artikel 1, § 6, van de in 1° bedoelde richtlijn;

3° de patenten voor binnenschippers van de Rijn als bedoeld in artikel 1, § 5, van richtlijn 96/50/EG, bedoeld in 1°.

Wanneer de in de eerste alinea bedoelde vaarbewijzen door de administratie zijn afgegeven, geeft de administratie vóór 18 januari 2032 aan schippers die houder zijn van dergelijke vaarbewijzen, op hun verzoek en op voorwaarde dat de schipper de in artikel 10, § 1, 1° en 3°, bedoelde bevredigende bewijsstukken heeft overgelegd, een EU-kwalificatiecertificaat af overeenkomstig het model in bijlage I bij Uitvoeringsverordening (EU) 2020/182 van de Commissie van 14 januari 2020 betreffende modellen voor beroepskwalificaties in de binnenvaart.

§ 2. Bij de afgifte van de kwalificatiecertificaten van de Unie overeenkomstig lid 1 behoudt de administratie de rechten die reeds zijn verleend uit hoofde van de in artikel 6 bedoelde specifieke vergunningen.

§ 3. Andere bemanningsleden dan schippers die beschikken over een kwalificatiecertificaat dat door een lidstaat is afgegeven vóór 18 januari 2022 of die beschikken over een in een of meer lidstaten erkende kwalificatie, kunnen zich nog voor een periode van maximaal tien jaar na die datum beroepen op dat certificaat of die kwalificatie. Tijdens die periode kunnen deze bemanningsleden zich blijven beroepen op Richtlijn 2005/36/EG voor de erkenning van hun kwalificaties door de autoriteiten van de andere lidstaten. Vóór het verstrijken van die periode kunnen zij een kwalificatiecertificaat van de Unie aanvragen of een certificaat op grond van artikel 9, § 2, bij de administratie, op voorwaarde dat zij toereikende bewijsstukken verstrekken als bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 1° en 3°.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde bemanningsleden een kwalificatiecertificaat van de Unie of een vaarbewijs als bedoeld in artikel 9, § 2 aanvragen, draagt de administratie er zorg voor dat een kwalificatiecertificaat wordt afgegeven waarvan de competentie-eisen gelijk zijn aan of lager zijn dan die van het te vervangen vaarbewijs. Een certificaat waarvoor de eisen hoger zijn dan die van het te vervangen certificaat wordt alleen afgegeven indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° voor het kwalificatiecertificaat van de Unie voor een matroos: 540 dagen vaartijd inclusief ten minste 180 dagen in de binnenvaart;

2° voor het kwalificatiecertificaat van de Unie voor een volmatroos: 900 dagen vaartijd inclusief ten minste 540 dagen in de binnenvaart;

3° voor het kwalificatiecertificaat van de Unie voor een stuurman: 1080 dagen vaartijd inclusief ten minste 720 dagen in de binnenvaart;

De vaarervaring moet worden aangetoond door middel van een dienstboekje, logboek of ander bewijsmateriaal.

Deze minimumduur van de vaartijd, zoals bepaald in paragraaf 3, tweede alinea, 1° tot 3°, kan met ten hoogste 360 dagen vaartijd worden verminderd wanneer de aanvrager houder is van een erkend diploma ter afsluiting van een gespecialiseerde binnenvaartopleiding van de aanvrager met praktijkstages voor het besturen van een vaartuig. De minimale duur mag niet worden verminderd voor een periode die langer is dan de duur van de gespecialiseerde opleiding.

§ 4. De dienstboekjes en logboeken die vóór 18 januari 2022 zijn afgegeven overeenkomstig andere regels dan die welke bij dit besluit zijn vastgesteld, kunnen nog gedurende ten hoogste tien jaar na 18 januari 2022 actief blijven.

In afwijking van paragraaf 3 blijven de nationale certificaten voor bemanningsleden van veerboten die niet binnen het toepassingsgebied van de in paragraaf 1 bedoelde Richtlijn 96/50/EG vallen en die zijn afgegeven vóór 18 januari 2022 gedurende ten hoogste 20 jaar na die datum geldig op die binnenwateren van de Europese Unie waarop zij vóór die datum geldig waren.

Vóór het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn kunnen de in het eerste lid bedoelde bemanningsleden bij de bevoegde autoriteit die verantwoordelijk is voor de afgifte van deze bewijzen een kwalificatiecertificaat van de Unie of een bewijs als bedoeld in artikel 9, § 2 aanvragen, mits zij de in artikel 10, § 1, eerste lid, 1° en 3°, bedoelde bewijsstukken overleggen. In voorkomend geval is paragraaf 3, leden 2 en 3, van overeenkomstige toepassing.

§ 6. Tot 17 januari 2032 kan de Minister, op basis van de nationale eisen die vóór 16 januari 2018 zijn vastgesteld, kwalificatiecertificaten, dienstboekjes en logboeken die vóór 18 januari 2024 door een derde land zijn afgegeven, blijven erkennen. De erkenning is beperkt tot de binnenwateren die gelegen zijn op het grondgebied van het Waals Gewest.

§ 7. De kwalificatiecertificaten die door een derde land zijn afgegeven in ruil voor de in paragraaf 6d bedoelde kwalificatiecertificaten, zijn geldig op alle binnenwateren die onder artikel 9, § 3 vallen en op voorwaarde dat de door het derde land toegepaste voorwaarden voor de inwisseling identiek zijn bevonden aan die welke in de paragrafen 1 en 3 zijn vastgesteld.

#### *Afdeling 5 — Slotbepaling*

**Art. 60.** Dit besluit heeft uitwerking op 17 januari 2022.

**Art. 61.** De Minister die bevoegd is voor de binnenvaart en de Minister die bevoegd is voor vorming zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 augustus 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE